

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2467

9 octobre 2008

SOMMAIRE

Advanta Holding S.à r.l.	118380	Kauri Capital Britannia Centre	118412
Advanta Investholding S.à r.l.	118380	Kauri Capital Stapel Centre	118404
Advent Twilight Luxembourg 1 S.à r.l. ..	118388	LBREP II Europe S.à r.l., SICAR	118407
Advent Twilight Luxembourg 2 S.à r.l. ..	118380	Longbow Capital S.à r.l.	118416
Advent Twilight Luxembourg 3 S.à r.l. ..	118380	MH Germany Property 25 S.à r.l.	118413
Advent Twilight Luxembourg 4 S.à r.l. ..	118380	MH Germany Property XIX S.à r.l.	118412
Berlage 4	118370	Miss Grande Région	118411
Borletti Group High S.C.A.	118407	Miss Grande Région, "Miss Gross Region", "Southend Model Awards", "Mister Gran- de Région", "Mister Gross Region"	118411
Carey S.A.	118404	Navas Immo S.à r.l.	118414
City Gate Luxembourg	118414	Rosedo	118414
Dayton S.A.	118412	Russian Car Loans No. 1 S.A.	118413
Die-Wert S.à r.l.	118416	SkillTeam Luxembourg	118388
E24 S.à r.l.	118403	Skyfield Luxembourg S.A.	118413
Enastech S.A.	118382	Tervel	118370
Esthetident S.à r.l.	118414	U.G.I.B. Holding S.A.	118373
First Move S.à r.l.	118377	Valinvest Holding S.A.	118402
Follow Investment S.A.	118415	Vitale Holding S.A.	118410
Gand Real Estate S.A.	118370	Waterline 1 S.à r.l.	118382
Global Garden Products B S.à r.l.	118388	Yum ! Restaurants International S.à r.l. ..	118411
Irish Life Madrid LuxCo S.à r.l.	118379		
Kauri Capital 2	118410		

Berlage 4, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 111.879.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008123738/4175/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2008, réf. LSO-CU04402. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Tervel, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 121.722.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008123740/4175/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2008, réf. LSO-CU04405. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Gand Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 141.779.

STATUTS

L'an deux mille huit, le quinze septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

ont comparu:

1.- «CASIMIR S.A.», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg,

représentée aux fins des présentes par:

Monsieur Roberto MANCIOCCHI, employé, avec adresse professionnelle au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 11 septembre 2008;

2.- «COMETEC S.A.», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg,

représentée aux fins des présentes par:

Monsieur Roberto MANCIOCCHI, employé, avec adresse professionnelle au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 11 septembre 2008.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes à l'acte et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, pour être enregistrées en même temps avec lui.

Lequel mandataire, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme (SOPARFI) que les parties prémentionnées déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - siège - durée - objet - capital

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: «GAND REAL ESTATE S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré par décision de l'assemblée générale extraordinaire délibérant comme en cas de modification des statuts dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet social la souscription, la prise de participation, le financement et l'intérêt financier, sous quelque forme que ce soit, dans toute société, société de participation, de tout consortium ou groupement d'entreprises, luxembourgeois ou étrangers, ainsi que la gestion des fonds mis à sa disposition, le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ses participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société elle-même.

La société a également pour objet la création, l'acquisition, la vente, le développement, l'exploitation, l'usage ou la concession de l'usage, par toute voie, d'un droit d'auteur sur des logiciels informatiques, de brevets, de marques de fabrique ou de commerce, de dessins ou de modèles.

La Société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations de nature mobilière, immobilière, commerciale, industrielle et financière qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à CENT MILLE EUROS (100'000.- EUR) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de MILLE EUROS (1'000.- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Aussi longtemps que la société ne dispose que d'un actionnaire unique, celui-ci pourra décider que la société est gérée par un seul administrateur étant entendu que, dès qu'il est constaté que la société dispose d'au moins deux actionnaires, les actionnaires devront nommer au moins deux administrateurs supplémentaires. Dans le cas où la société est gérée par un administrateur unique, toute référence faite dans les statuts au conseil d'administration est remplacée par l'administrateur unique. Une entité ou personne morale pourra être nommée comme administrateur de la société à condition qu'une personne physique ait été désignée comme son représentant permanent conformément à la loi.

Art. 7. Le conseil d'administration devra élire parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents le remplace. Le premier président pourra être nommé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues. Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui peuvent mais ne doivent pas être actionnaires de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La (Les) première(s) personne(s) à qui sera (seront) déléguée(s) la gestion journalière peut (peuvent) être nommée (s) par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par la signature individuelle de l'administrateur unique ou encore par la signature individuelle d'un administrateur-délégué dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 13. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième vendredi du mois de juin de chaque année à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Le conseil d'administration ou le(s) commissaire(s) aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales des actionnaires. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième (1/10^eme) du capital social le demandent.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Année sociale - répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Art. 18. L'excédant favorable du bilan, déduction faite des charges et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Dissolution - liquidation

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 20. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2008.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2009.

Souscription et libération

Les CENT (100) actions ont été souscrites comme suit:

1.- La société «CASIMIR S.A.», prédésignée, trente actions	30
2.- La société «COMETEC S.A.» prénommé, soixante-dix actions	70
TOTAL: CENT actions	100

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées intégralement par des versements en numéraire, de sorte que la somme de CENT MILLE EUROS (100'000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ deux mille euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès-qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à TROIS (3) et celui des commissaires à UN (1).

Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:

- 1.- Monsieur Jean QUINTUS, administrateur de sociétés, né à Peppange (Luxembourg), le 2 novembre 1939, demeurant au 11, rue de Fischbach, L-7391 Blaschette;
- 2.- Monsieur Joseph WINANDY, administrateur de sociétés, né à Ettelbruck, le 16 février 1946, demeurant au 92, rue de l'Horizon, L-5960 Itzig;
- 3.- La société «COSAFIN S.A.», une société anonyme soumise au droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 23, avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 70588).

Deuxième résolution

Est nommée aux fonctions de commissaire:

la société «VO CONSULTING LUX S.A.», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 8, rue Haute, L-4963 Clémency (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 61459).

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de l'an 2009.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes. Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: R. MANCIOCCHI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 septembre 2008, Relation: EAC/2008/11884. — Reçu cinq cents Euros (100.000.- à 0,5 % = 500.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 22 septembre 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008123620/239/182.

(080144238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

U.G.I.B. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 141.747.

—
STATUTS

L'an deux mille huit, le douze septembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

ROLLIN INTERNATIONAL LIMITED, ayant son siège social à 60, Market Square, PO Box 1906, Belize City, IBC numéro 54 834,

ici représentée par Monsieur Albert AFLALO administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen,

en vertu d'un pouvoir général daté du 19 octobre 2006, dont une copie restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante, représentée comme mentionné ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} : Dénomination, siège social, objet, durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de «U.G.I.B Holding S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Titre II: Capital, actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE-TROIS MILLE EUROS (33.000.- EUR) représenté par MILLE (1.000) actions d'une valeur nominale de TRENTE-TROIS EUROS (33.- EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III: Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'Administrateur Unique, tous ces pouvoirs seront réservés à cet Administrateur Unique.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV: Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V: Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier vendredi du mois de juin à 9.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI: Année sociale, répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII: Dissolution, liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII: Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2008.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2009.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, représentée comme mentionné ci-avant, déclare souscrire les mille (1.000) actions.

Toutes les actions ont été intégralement libérées, de sorte que la somme de TRENTE-TROIS MILLE EUROS (33.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ MILLE QUATRE CENTS EUROS (1.400.- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant préqualifié, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un et celui des commissaires à un.
2. Est nommé administrateur:

Monsieur Albert AFLALO, administrateur de société, né à Fès (Maroc), le 18 septembre 1963, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

MONTBRUN REVISION S.à r.l., ayant son siège social «Le Dôme», Espace Pétrusse, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 67.501.

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2013.

5. Le siège social de la société est fixé à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Aflalo, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 septembre 2008. LAC/2008/37322. — Reçu cent soixante-cinq euros, A 0,5%: 165.- €.

Le Releveur (signé): Fr. Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2008.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2008123621/220/181.

(080143759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

First Move S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8086 Bertrange, 78A, Am Wenkel.

R.C.S. Luxembourg B 141.784.

STATUTS

L'an deux mille huit, le premier septembre.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

1) Monsieur Jean-Nicolas REYT, entrepreneur, né le 21 juin 1983 à Cannes (France), demeurant à L-8086 Bertrange, 78A, Am Wenkel.

2) Monsieur Guillaume TRUTTMANN, entrepreneur, né le 17 novembre 1984 à Thionville (France), demeurant à F-78700 Conflans Sainte Honorine, 11, allée du Petit Prince,

ici représenté par Monsieur Jean-Nicolas REYT, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, 29 août 2008.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la prestation de services et de conseils ainsi que la prestation de services internet aux entreprises et/ou aux particuliers.

La Société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une façon générale elle pourra réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Art. 3. La société prend la dénomination "First Move S.à r.l".

Art. 4. Le siège social est établi à Bertrange.

Il pourra être transféré en tout autre lieu d'un commun accord entre les associés.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par mille parts sociales d'une valeur nominale de douze euros et cinquante centimes (EUR 12,50) chacune.

Art. 7. Lorsque la société compte plus d'un associé, les cessions ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. Ce consentement n'est toutefois pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires soit au conjoint survivant.

Art. 9. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 10. Les créanciers personnels, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants qui sont nommés par l'assemblée des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 12. La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique. En cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants ou par la (les) autre (s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la société.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Souscription et libération

Les mille parts sociales sont souscrites comme suit:

1) Monsieur Jean-Nicolas REYT, prénommé, cinq cents parts sociales	500
2) Monsieur Guillaume TRUTTMANN, prénommé, cinq cents parts sociales	500
TOTAL: mille parts sociales	1.000

- Monsieur Jean-Nicolas REYT, prénommé, déclare souscrire à cinq cents (500) parts sociales nouvellement émises et de les libérer par un apport en nature de cinq cents (500) parts sociales qu'il détient dans la société FIRST MOVE (la «Société Apportée»), une société à responsabilité limitée de droit français, ayant son siège social au 22, rue Copernic, F-75116 Paris (France), enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Paris (France) sous le numéro B 499 869 410,

- Monsieur Guillaume TRUTTMANN, prénommé, déclare souscrire à cinq cents (500) parts sociales nouvellement émises et de les libérer par un apport en nature de cinq cents (500) parts sociales qu'il détient dans la Société Apportée,

Preuve de l'apport

Preuve de la propriété et de la valeur de ces parts sociales a été donnée au notaire instrumentant par la copie d'un extrait récent du registre de commerce de la Société Apportée, un bilan simplifié au 31 décembre 2007, une attestation de la société d'expertise comptable EXACTA COMPTA datée du 19 mai 2008, ainsi qu'une déclaration de valeur d'apport émise par les fondateurs.

Réalisation effective de l'apport

Monsieur Jean-Nicolas REYT, prénommé, et

Monsieur Guillaume TRUTTMANN, prénommé,

ci-après dénommés collectivement les «Apporteurs» ou individuellement l'«Apporteur»,

certifient par la présente qu'au jour et au moment de l'apport:

1. ils sont propriétaires des parts sociales apportées;
2. toutes les formalités de transfert ont été respectées et il n'y a pas de droit de préemption ni autres droits attachés aux parts sociales par lesquels une quelconque personne serait en droit de demander qu'une ou plusieurs parts sociales lui soient transférées;
3. ils ont tous pouvoirs sociaux pour accomplir et exécuter les documents nécessaires au présent transfert;
4. les parts sociales, sont, à la meilleure connaissance des Apporteurs, libres de toute charge et librement transférables à la Société;

Si des formalités supplémentaires sont nécessaires pour exécuter le transfert des parts sociales, les Apporteurs, prendront toutes les mesures nécessaires dès que possible.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2008.

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

1. Est nommé gérant unique de la société pour une durée illimitée:

Monsieur Jean-Nicolas REYT, entrepreneur, né le 21 juin 1983 à Cannes (France), demeurant à L-8086 Bertrange, 78A, Am Wenkel.

2. Le siège social est fixé à L-8086 Bertrange, 78A, Am Wenkel.

Avertissement

Le notaire a attiré l'attention des comparants, agissant dans les qualités telles que précisées ci-dessus, que la Société doit obtenir une autorisation d'établissement de la part des autorités administratives compétentes en rapport avec son objet social avant de commencer son activité commerciale, avertissement que les comparants reconnaissent avoir reçu.

Requête en exonération du droit d'apport

Compte tenu du fait que par le présent apport, la Société obtient plus de 65% du capital social de la société à responsabilité limitée de droit français FIRST MOVE, prénommée, une société ayant son lieu de gestion effective et/ou son siège statutaire dans un des pays membres de l'Union Européenne, la société requiert sur base de l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971, telle que modifiée par la loi du 21 décembre 2001, l'exonération du droit d'apport pour la présente augmentation de capital.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ EUR 1.500,-

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Jean-Nicolas REYT et Joëlle BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 septembre 2008. LAC / 2008 / 36215. — Reçu € 12.- (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2008.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2008123651/7241/136.

(080144273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Irish Life Madrid LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.395,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 139.434.

Extrait des résolutions des actionnaires prise en date du 18 août 2008

Les actionnaires de la Société ont décidé comme suit:

1. d'accepter la démission de Kate NUGENT en tant que gérant de catégorie A avec effet immédiat;

2. de nommer William HANNIGAN, né le 12 juillet 1973 à Cork, Irlande ayant son adresse professionnelle à Irish Life Centre, Lower Abbey Street, Dublin 1, Irlande en qualité de gérant de catégorie A et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Jacques de Patoul.

Référence de publication: 2008123594/9168/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2008, réf. LSO-CU05948. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Advent Twilight Luxembourg 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 131.722.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24.09.2008.

Laetitia Ambrosi.

Référence de publication: 2008123727/9168/12.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08368. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Advent Twilight Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 131.723.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24.09.2008.

Laetitia Ambrosi.

Référence de publication: 2008123728/9168/12.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08366. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Advent Twilight Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 131.724.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24.09.2008.

Laetitia Ambrosi.

Référence de publication: 2008123729/9168/12.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08361. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Advanta Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial, (anc. Advanta Holding S.à r.l.).

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 88.928.

L'an deux mille huit, le vingt-neuf juillet.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "ADVANTA HOLDING S.à R.L.", ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue, niveau 2, R.C.S. Luxembourg section

B numéro 88.928, constituée suivant acte reçu le 8 août 2002, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1545 du 26 octobre 2002.

L'assemblée est présidée par Hubert JANSSEN, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Régis GALIOTTO, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 100 (cent) parts sociales, composant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007, et ceci avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 2008.

2) Modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts de la société relative à l'objet social.

3) Changement de la dénomination de la société en "ADVANTA INVESTHOLDING S.à R.L., société de gestion de patrimoine familial (SPF)".

4) Modification subséquente du 1^{er} paragraphe de l'article 2 des statuts.

5) Modification de l'article 17 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'abandonner le régime fiscal instauré par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et d'adopter le statut d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007, et ceci avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 2008.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 1 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

"La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Elle ne pourra pas s'immiscer dans la gestion d'une société dans laquelle elle détient une participation.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

Troisième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en "ADVANTA INVESTHOLDING S.à R.L., société de gestion de patrimoine familial (SPF)".

Quatrième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le 1^{er} paragraphe de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"La société prend la dénomination de "ADVANTA INVESTHOLDING S.à R.L., société de gestion de patrimoine familial (SPF) et la forme de société à responsabilité limitée."

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 17 des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

"Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, les associés, s'en réfèrent à la loi du 18 septembre 1933 et ses modifications subséquentes, dont la loi du 28 décembre 1992, ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: H. JANSSEN ; R. GALIOTTO; J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 1^{er} août 2008. Relation LAC/2008/32117. — Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): FRANCIS SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 août 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008120200/211/77.

(080139732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2008.

Enastech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 70.735.

—
Mandatsniederlegung

Hiermit kündige ich mein Mandat als Verwaltungsratsmitglied der ENASTECH S.A. (R.C. B 70.735 Luxembourg) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 19.08.2008.

Hiltrud Lehnen.

Hiermit kündige ich mein Mandat als Verwaltungsratsmitglied der ENASTECH S.A. (R.C. B 70.735 Luxembourg) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 19.08.2008.

Fabrice Becquer.

Hiermit kündigen wir unser Mandat als Kommissar der ENASTECH S.A. (R.C. B 70.735 Luxembourg) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 19.08.2008.

LCG International A.G.

Vögele

Verwaltungsratsvorsitzender

Référence de publication: 2008123599/1215/22.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07512. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Waterline 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.778.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the tenth day in the month of September.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg,

there appeared:

"STICHTING WATERLINE", having its registered office at Schouwburgplein 30-34, 3012 CL Rotterdam (The Netherlands),

here represented by:

Mr Olivier MARTIN, lawyer, with professional address at 1, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg,

pursuant to a proxy given to him on 8 September 2008,

which proxy, after being signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. A société à responsabilité limitée (private limited liability company) (the "Company") governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and by these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), is hereby established by the founding shareholder.

The Company may at any time have one or several shareholders, as a result of the transfer of shares or the issue of new shares, subject to the provisions of the law and the Articles of Incorporation.

The Company will have the name "Waterline 1 S.à r.l."

Art. 2. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participations.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

Furthermore, the purposes for which the company is formed are the buying and the selling, the chartering in and the chartering out, and the management of seagoing ships, as well as the financial and the commercial operations that relate directly and indirectly to such activities.

Furthermore, the company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public. It may also conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The registered office is established in Luxembourg-City, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. The Company's subscribed share capital is fixed at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12'500.- EUR), represented by ten thousand (10'000) shares with a par value of ONE EURO and TWENTY-FIVE CENTS (1,25 EUR) per share.

Art. 6. The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 13 of these articles of association.

Art. 7. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation by a manager in a meeting by conference call or by other similar means of communication shall be deemed to be a participation in person at such meeting. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers, present or represented at the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

Art. 12. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 13. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 14. The Company's year starts on the 1 January of each year and ends on 31st December the same year.

Art. 15. Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten percent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 17. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 18. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All ten thousand (10'000) shares have been subscribed by "STICHTING WATERLINE", prenamed, and have been fully paid-up by contribution in cash, so that the amount of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12'500.- EUR) is as now at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

118385

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2008.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately thousand six hundred euro.

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1) The number of managers is set at one (1).

The meeting appoints as sole manager of the Company for an unlimited period of time:

Mr Viacheslav Volotovskiy, Expert Comptable, born in St Petersburg (Russia), on 17 January 1973, with professional address at 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg.

In accordance with Article eleven (11) of the Company's Articles of Incorporation, the Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

2) The registered office is established at 46a, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing proxy holder and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Belvaux, Luxembourg, in the offices of the undersigned notary, on the date stated above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the same appearing proxy holder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

«STICHTING WATERLINE», établie et ayant son siège sis à Schouwburgplein 30-34, 3012 CL Rotterdam (Pays-Bas);
ici représentée par:

Monsieur Olivier MARTIN, juriste, avec adresse professionnelle au 1, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg,

en vertu d'une procuration lui donnée le 08 septembre 2008,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par la partie comparante ci-avant une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut, à toute époque, comporter un ou plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles, sous réserve des dispositions de la loi et des Statuts.

La Société portera le nom de «Waterline 1 S.à r.l.»

Art. 2. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, la société a pour objet l'achat, la vente, l'affrètement, le frètement et la gestion de navires de mer, ainsi que les opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement.

En outre, la société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) représenté par dix mille (10'000) parts sociales d'une valeur nominale d'UN EURO et VINGT-CINQ CENTS (1,25 EUR) par part sociale.

Art. 6. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 13 des présents statuts.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gestion. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gestion peut être désigné par le conseil de gestion pour chaque conseil de gestion de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gestion pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gestion désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gestion.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 11.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gestion.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gestion.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gestion seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gestion peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gestion.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gestion sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gestion et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gestion se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gestion.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gestion par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion

de s'entendre mutuellement. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication sera considérée comme une participation en personne à la réunion. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants, présents ou représentés au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 14. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et Libération

Les dix mille (10'000) parts sociales ont été souscrites par «STICHTING WATERLINE», prénommée, et ont été intégralement libérées par apport en numéraire, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2008.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille six cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique préqualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre de gérants est fixé à un (1).

Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Viacheslav Volotovskiy, Expert Comptable, né à St Petersburg (Russie), le 17 janvier 1973, avec adresse professionnelle au 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg.

En conformité avec l'article onze (11) des statuts de la Société et en cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

2) Le siège social de la société est établi au 46a, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire de la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: O. MARTIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 11 septembre 2008, Relation: EAC/2008/11568. — Reçu soixante-deux Euros cinquante Cents (12.500.- à 0,5 % = 62,50.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 19 septembre 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008123617/239/302.

(080144234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

SkillTeam Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5880 Hesperange, 1, Ceinture um Schlass.

R.C.S. Luxembourg B 90.741.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 de la maison mère ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2008.

Pour SKILLTEAM Luxembourg S.A.

Mr Marc Wattier

Administrateur délégué

Référence de publication: 2008123732/8200/16.

Enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2008, réf. LSO-CU09191. - Reçu 185,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Advent Twilight Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 131.713.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24.09.2008.

Laetitia Ambrosi.

Référence de publication: 2008123731/9168/12.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08358. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Global Garden Products B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 96.424.

In the year two thousand eight, on the fifteenth day of April.

Before us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

"Viridis S.p.A.", a company governed by Italian law, registered at the Milan Chamber of Commerce under number 05505780964 and with registered office at c/o Studio Maffei Vanzetta, Via Montenapoleone n. 21, 20121 Milan (Italy),

duly represented by Mr Sigurdur GUDMANNSSON, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Milan (Italy), on 15 April 2008.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of "Global Garden Products B, S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, having its registered office at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 96.424 (the "Company"), having a share capital of eighteen million eight hundred five thousand and fifty euros (EUR 18,805,050.-) fully paid-in, incorporated pursuant to a notarial deed on the 15 October 2003, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations of 14 November 2003, number 1196. The articles of incorporation have been amended pursuant to a notarial deed dated 27 December 2007, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations of 11 April 2008, number 901.

The appearing party acting in its said capacity and representing the entire share capital, took the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to transfer the registered office of the Company from Luxembourg to Italy, to transform the Company into an Italian joint stock company (società per azioni) and to make the Italian Company adopt this change of registered office, this change of nationality, this transformation and this transfer of registered office will not cause, neither legally nor fiscally, the incorporation of a new legal entity, in accordance with the EC Directive of 17 July 1969 and, therefore, upon this resolution there is and will be continuity in the activity of the Company.

The sole shareholder acknowledges that the annual accounts of the Company as at 27 December 2007 have been approved by the sole shareholder on 27 March 2008.

The sole shareholder also acknowledges that this resolution has been taken in conformity with article 199 of the Luxembourg law on commercial companies and that the capital duty has lawfully been paid in Luxembourg.

Second resolution

The sole shareholder resolves to fix the registered office of the Company at Via Montenapoleone 21, 20121 Milan (Italy).

Third resolution

The sole shareholder resolves to give power to Mr Alexandre GOBERT, maître en droit, or Mr Sigurdur GUD-MANSSON, maître en droit, or Mrs Alexandra PIZZO, maître en droit, to execute all the legal obligations which are to be carried out by the Company in Luxembourg and to reach the removal of the registration of the Company with the Luxembourg trade and companies register on the ground of a registration certificate needed in Milan (Italy) and of the acts accruing to it and to proceed to all necessary procedures, demands, statements and delegations.

Fourth resolution

The sole shareholder acknowledges the resignation of the sole manager Mr Massimo Longoni and grants full discharge to him for the exercise of his mandate, with effect as at the date of striking off of the Company with the Luxembourg trade and companies register.

Fifth resolution

The sole shareholder resolves to appoint, for a duration of three (3) years, one (1) sole director and a board of auditors, all being Italian and registered with the "Revisori contabili" register. The fees for the auditors are fixed following the professional rate of the Dottori Commercialisti.

The sole director shall be Mr Maurizio Maffei.

The board of auditors is composed as follows:

- Mr Giovanni Martinelli (Chairman);
- Mr Antonio Daffra; and
- Mr Ernesto Serraglia.

The alternate statutory auditors (sindaci supplenti) shall be:

- Mr Paolo Balconi; and
- Mr Adriano Pietrobon.

Sixth resolution

The sole shareholder resolves to completely restate the articles of association of the Company, which should be an Italian joint stock company, newly named "Viridis B S.p.A.", in order to reflect the previous changes and to comply with the Italian law requirements, so that they shall now read as follows:

STATUTO DELLA SOCIETÀ
"Viridis B S.p.A."

Titolo I. Denominazione - Oggetto - Sede - Durata

Art. 1. Denominazione. È costituita una società per azioni denominata:

"Viridis B S.p.A."

Art. 2. Oggetto della Società. La Società ha per oggetto:

- l'acquisto, la vendita, la progettazione e la realizzazione di attrezzi, macchine e apparecchiature motorizzate e di motori, l'applicazione dei medesimi ad altre apparecchiature per tutti gli usi possibili in campo tecnico, agricolo, industriale e hobbistico, e ciò tanto in proprio quanto in commissione o in rappresentanza;

- l'attività di assunzione (ivi incluse la sottoscrizione, la vendita o l'acquisto), sia direttamente sia indirettamente, di partecipazioni e interessenze in altre società, imprese o altre entità, nonché l'acquisto di aziende o rami d'azienda, anche con sede o collocati all'estero, aventi il medesimo oggetto sociale ovvero oggetto affine, analogo o comunque connesso al proprio nonché in società controllanti dette società, nonché in via non limitativa, la prestazione a tali società di assistenza, coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario e servizi diversi nell'ambito di questo oggetto sociale, il tutto non nei confronti del pubblico.

Qualora siano ritenute necessarie o utili al fine del conseguimento dell'oggetto sociale, la Società potrà compiere ogni altra attività commerciale, industriale, finanziaria, mobiliare e immobiliare, contrarre e concedere mutui e/o altre forme di finanziamento e, qualora ciò sia strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale, concedere le opportune garanzie mobiliari ed immobiliari, reali o personali, comprese fidejussioni, a garanzia di obbligazioni proprie ovvero di società od imprese che siano comunque appartenenti o riferibili al gruppo di cui la Società è parte nonché a favore di terzi, anche non soci.

È espressamente esclusa dall'attività sociale la raccolta del risparmio tra il pubblico, nonché lo svolgimento nei confronti del pubblico di ogni altra attività di cui all'art. 106 del D.Lgs. n. 385 del 1 settembre 1993 e successive sue modifiche ed integrazioni. È altresì esclusa, in maniera tassativa, qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal D.Lgs. n. 58 del 24 febbraio 1998 e successive sue modifiche ed integrazioni.

Art. 3. Sede - Domicilio.

3.1 La Società ha sede in Milano.

3.2 Potranno essere istituite, modificate e/o soppresse, nei modi di legge, sia in Italia sia all'estero, sedi secondarie, filiali, succursali, agenzie, magazzini, uffici e altre unità locali comunque denominate con delibera dell'organo amministrativo. L'organo amministrativo ha altresì la facoltà di trasferire la sede in qualsiasi indirizzo collocato nello stesso Comune indicato nel precedente paragrafo 3.1 del presente statuto.

3.3 Il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore o della società di revisione, per quanto concerne i rapporti con la Società, è quello risultante dai libri sociali.

Art. 4. Durata.

4.1 La durata della Società è fissata sino al 30 giugno 2050.

4.2 La durata della Società potrà essere prorogata o la Società potrà essere anticipatamente sciolta con deliberazione dell'assemblea straordinaria dei soci, adottata con le maggioranze di legge.

Titolo II. Capitale - Azioni e strumenti finanziari - Finanziamenti dei soci - Recesso**Art. 5. Capitale sociale - Patrimoni destinati - Obbligazioni.**

5.1 Il capitale sociale è di Euro 18.805.050,00 (diciottomilionioctocinquemilacinquanta/00) ed è diviso in numero 18.805.050 (diciottomilionioctocinquemilacinquanta) azioni del valore nominale di Euro 1 (uno) ciascuna.

5.2 Il capitale sociale può essere aumentato anche mediante conferimenti in natura.

5.3 I versamenti sulle azioni non interamente liberate all'atto della sottoscrizione sono richiesti dall'organo amministrativo in una o più volte nei termini e nei modi che il medesimo organo amministrativo reputerà più convenienti, fermo restando gli obblighi di integrale versamento sulle azioni sottoscritte nei casi previsti dalla legge.

5.4 La Società può costituire patrimoni separati destinati ad uno specifico affare, nei limiti e con le modalità previste dalla legge.

5.5 La Società potrà emettere obbligazioni, anche convertibili in azioni, nei limiti e con le modalità previste dalla legge. La competenza ad emettere obbligazioni, anche non convertibili, spetterà in ogni caso all'assemblea dei soci.

Art. 6. Azioni e strumenti finanziari.

6.1 Le azioni sono nominative e sono rappresentate da certificati azionari. Le azioni sono indivisibili.

6.2 La qualità di socio costituisce, di per sé sola, adesione al presente statuto.

6.3 Le azioni conferiscono ai relativi titolari uguali diritti. Ciascuna azione dà diritto ad un voto. Possono essere tuttavia create categorie di azioni aventi diritti diversi, nei limiti e con le modalità previste dalla legge. Il trasferimento delle azioni ha effetto di fronte alla società dal momento dell'iscrizione nel Libro Soci. Le azioni della Società sono liberamente trasferibili per atto tra vivi. L'iscrizione del trasferimento nel Libro Soci può avere luogo su richiesta dell'alienante o dell'acquirente, verso esibizione del titolo da cui risulti il trasferimento e della documentazione comprovante l'avvenuto deposito del titolo stesso presso il competente Registro delle Imprese.

6.4 Possono essere emessi strumenti finanziari nei limiti e con le modalità previste dalla legge.

6.5 L'assemblea straordinaria può deliberare l'assegnazione di utili ai prestatori di lavoro dipendenti dalla Società o di società controllate mediante l'emissione, per un ammontare corrispondente agli utili stessi, di speciali categorie di azioni

da assegnare individualmente ai prestatori di lavoro, con norme particolari con riguardo alla forma, al modo di trasferimento ed ai diritti spettanti agli azionisti. Il capitale sociale deve essere aumentato in misura corrispondente. L'assemblea straordinaria può altresì deliberare l'assegnazione ai prestatori di lavoro dipendenti della Società o di società controllate di strumenti finanziari diversi dalle azioni forniti di diritti patrimoniali o anche di diritti amministrativi, escluso il diritto di voto nell'assemblea generale degli azionisti. In tal caso possono essere previste norme particolari riguardo alle condizioni di esercizio dei diritti attribuiti, alla possibilità di trasferimento ed alle eventuali cause di decadenza o riscatto.

Art. 7. Finanziamenti dei soci.

7.1 I finanziamenti dei soci con diritto a restituzione della somma versata, sia fruttiferi sia infruttiferi di interessi, possono essere effettuati a favore della Società, anche non in proporzione alle azioni possedute dai soci nella Società, nel rispetto delle norme di volta in volta in vigore e sempre che ricorrano i requisiti che non fanno considerare detti finanziamenti attività di raccolta del risparmio tra il pubblico ai sensi della normativa in materia bancaria e creditizia.

7.2 I versamenti dei soci a fondo perduto, in conto capitale o in conto futuro aumento di capitale sono, in ogni caso, infruttiferi di interessi.

Art. 8. Recesso.

8.1 I soci hanno diritto di recedere dalla Società esclusivamente nei casi inderogabilmente previsti dalla legge. Non compete il diritto di recesso ai soci che non hanno concorso all'approvazione delle deliberazioni riguardanti:

- (i) la proroga del termine della Società;
- (ii) l'introduzione, la modifica o la rimozione di vincoli alla circolazione dei titoli azionari.

8.2 Dell'avvenuto esercizio del diritto di recesso deve essere fatta annotazione nel libro dei soci.

8.3 Il valore e le modalità di rimborso delle azioni per le quali il recesso è stato esercitato sono determinati ai sensi di legge.

Titolo III. Assemblea

Art. 9. Convocazione - Assemblea totalitaria.

9.1 L'assemblea, regolarmente costituita, rappresenta tutti i soci e le sue deliberazioni, prese in conformità alla legge e al presente statuto, vincolano tutti i soci, ancorché non intervenuti o dissenzienti. Essa è ordinaria e straordinaria ai sensi di legge. L'assemblea può esser di prima o di seconda convocazione.

9.2 Le assemblee, sia ordinarie sia straordinarie, possono essere convocate nel comune in cui è posta la sede legale o altrove, purché in Italia o in un altro Stato facente parte dell'Unione Europea alla data dell'assemblea. In tutti i casi in cui sia tenuta alla presenza di un notaio italiano, l'assemblea dovrà svolgersi in Italia.

9.3 L'assemblea è convocata, in sede ordinaria o straordinaria, dall'organo amministrativo o su richiesta congiunta di almeno due membri del Consiglio di Amministrazione o da singoli componenti dell'organo di controllo, in tutti i casi in cui i medesimi lo ritengano opportuno e nei casi previsti dalla legge.

9.4 Ai sensi e per gli effetti dell'articolo 2364, ultimo comma, cod. civ., l'assemblea ordinaria deve essere convocata almeno una volta l'anno entro il termine di 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure entro il termine di 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale qualora la Società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato ovvero quando lo richiedono particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto della Società. In questi casi gli amministratori segnalano nella relazione prevista dall'articolo 2428 cod. civ. le ragioni della dilazione.

9.5 In deroga alle modalità di convocazione di cui all'articolo 2366, comma 2, cod. civ. (e fermo restando la possibilità di avvalersi di tali modalità di convocazione), l'assemblea viene convocata mediante avviso comunicato ai soci nonché ai membri dell'organo amministrativo e ai sindaci effettivi con mezzi idonei a garantire la prova dell'avvenuto ricevimento (ivi inclusi, in via esemplificativa, la lettera raccomandata con avviso di ricevimento, il telegramma, il telefax e la posta elettronica) almeno 8 (otto) giorni prima della data fissata per l'assemblea. A tal fine si utilizzeranno il domicilio, il numero di telefax e l'indirizzo di posta elettronica che saranno indicati nei libri sociali o comunque inoltrati per iscritto alla Società dai destinatari dell'avviso di convocazione.

9.6 L'avviso di convocazione deve indicare il luogo in cui si svolge l'assemblea, il giorno e l'ora dell'assemblea in prima convocazione ed, eventualmente, in seconda convocazione, l'elenco delle materie da trattare nonché le altre menzioni eventualmente richieste dalla legge.

9.7 Anche in assenza di formale convocazione ai sensi di quanto precede, l'assemblea si considera validamente costituita e quando è rappresentato, anche per delega, l'intero capitale sociale e partecipa all'assemblea la maggioranza dei componenti dell'organo amministrativo e la maggioranza dei componenti dell'organo di controllo; in tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

Art. 10. Partecipazione all'assemblea - Deleghe di voto.

10.1 Per il diritto di intervento all'assemblea e la facoltà di farsi rappresentare si applica il disposto degli articoli 2370 e 2372 cod. civ. nonché delle altre leggi in materia. Per partecipare all'assemblea non è necessario il preventivo deposito delle azioni.

10.2 Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolarità delle singole deleghe e, in genere, il diritto di intervento in assemblea.

Art. 11. Presidente e segretario dell'assemblea - Svolgimento dell'assemblea mediante mezzi di telecomunicazione - Verbalizzazione.

11.1 L'assemblea è presieduta dalla persona, anche estranea alla compagine sociale o all'organo amministrativo o di controllo, di volta in volta designata dalla maggioranza dei soci intervenuti.

11.2 L'assemblea, a maggioranza dei soci intervenuti, nomina un segretario, anche estraneo alla compagine sociale o all'organo amministrativo o di controllo. L'assistenza del segretario non è necessaria allorché il verbale dell'assemblea sia redatto da un notaio. Il presidente dell'assemblea, se lo ritiene opportuno, può nominare uno o più scrutatori anche non soci.

11.3 L'assemblea, sia ordinaria sia straordinaria, può svolgersi anche con l'ausilio di mezzi di telecomunicazione. In tal caso, è necessario che:

(i) sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati delle votazioni;

(ii) sia consentito al soggetto che effettua la verbalizzazione di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

(iii) sia consentito agli intervenuti di partecipare in tempo reale alla discussione degli argomenti trattati e alla votazione simultanea sugli argomenti posti all'ordine del giorno;

(iv) siano presenti nello stesso luogo il presidente e il segretario dell'assemblea che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del relativo verbale.

Verificandosi tali presupposti, l'assemblea si considera tenuta nel luogo in cui si trova il presidente della stessa e dove pure deve trovarsi il segretario, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

11.4 Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale redatto a norma di legge e sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio. Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; il verbale deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni relative all'ordine del giorno. I verbali dell'assemblea devono essere trascritti nel libro delle adunanze e delle deliberazioni delle assemblee, anche se redatti per atto pubblico.

Nei casi previsti dalla legge o quando il presidente dell'assemblea o almeno 2 (due) consiglieri lo ritengano opportuno, il verbale è redatto dal notaio.

Art. 12. Quorum e maggioranze in assemblea. Per la costituzione e la validità delle deliberazioni dell'assemblea dei soci, sia in sede ordinaria sia in sede straordinaria, si applicano le maggioranze richieste dal codice civile.

Titolo IV. Organo amministrativo - Rappresentanza sociale - Compenso degli amministratori**Art. 13. Composizione, nomina, cessazione e sostituzione dell'organo amministrativo**

13.1 La Società è amministrata, in base a delibera da parte dell'assemblea ordinaria dei soci, alternativamente:

(i) da un Amministratore Unico; oppure

(ii) da un Consiglio di Amministrazione composto da un numero minimo di 2 (due) membri fino ad un numero massimo di 7 (sette) membri, secondo quanto stabilito dall'assemblea ordinaria dei soci. Possono essere eletti quali amministratori della Società anche non soci. Nel presente statuto il termine "organo amministrativo" indica, a seconda dei casi, l'Amministratore Unico ovvero il Consiglio di Amministrazione.

13.3 Gli amministratori durano in carica per il periodo stabilito all'atto della nomina, che, in ogni caso, non potrà essere superiore a 3 (tre) esercizi sociali. Gli amministratori scadono dalla carica alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica. Gli amministratori scaduti sono rieleggibili.

13.3 Nel caso di nomina di un Consiglio di Amministrazione, qualora nel corso dell'esercizio venissero a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con deliberazione approvata dal Collegio Sindacale, purché la maggioranza degli amministratori in carica sia sempre costituita da amministratori nominati dall'assemblea. Gli amministratori in tal modo nominati restano in carica fino alla successiva assemblea. Se viene meno la maggioranza degli amministratori nominati dall'assemblea, quelli rimasti in carica devono convocare senza indugio l'assemblea affinché provveda alla sostituzione degli amministratori mancanti. Salvo diversa disposizione dell'assemblea, gli amministratori nominati ai sensi di quanto precede scadono insieme con quelli in carica all'atto della loro nomina.

Art. 14. Presidente del Consiglio di Amministrazione. Il Consiglio di Amministrazione elegge fra i suoi componenti il Presidente, ove non vi abbia già provveduto l'assemblea dei soci, e può eleggere un Vice Presidente.

Art. 15. Convocazione del Consiglio di Amministrazione.

15.1 Il Consiglio di Amministrazione si raduna nel luogo indicato nell'avviso di convocazione, presso il Comune in cui si trova la sede sociale della Società o anche al di fuori di tale Comune purché in Italia o in un altro Stato facente parte dell'Unione Europea alla data della seduta, tutte le volte che il Presidente del Consiglio di Amministrazione, il Vice Presidente (se nominato), oppure un consigliere di amministrazione lo ritengano necessario od opportuno. Il Consiglio di Amministrazione deve essere altresì convocato quando ne è fatta richiesta scritta, indicando l'ordine del giorno, da parte

di almeno 2 (due) sindaci effettivi. Qualora sia tenuta alla presenza di un notaio italiano, la seduta del Consiglio di Amministrazione dovrà svolgersi in Italia.

15.2 Le riunioni del Consiglio di Amministrazione vengono convocate dai soggetti di cui al precedente paragrafo 15.1. con avviso trasmesso a ciascun amministratore in carica nonché ai sindaci effettivi almeno 3 (tre) giorni prima dell'adunanza, mediante lettera raccomandata o con qualsiasi altro mezzo che garantisca la tempestiva informazione sugli argomenti da trattare e la prova dell'avvenuto ricevimento (ivi inclusi, a titolo esemplificativo, il telefax o la posta elettronica). Nei casi di urgenza è sufficiente un preavviso di almeno 24 (ventiquattro) ore. L'avviso di convocazione deve indicare il giorno, l'ora e il luogo della riunione nonché l'elenco delle materie da trattare.

15.3 Anche in mancanza di formale convocazione ai sensi di quanto sopra, il Consiglio di Amministrazione si reputa validamente costituito qualora partecipino alla riunione tutti gli amministratori in carica e tutti i sindaci effettivi, fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

Art. 16. Svolgimento delle riunioni del Consiglio di Amministrazione - Quorum e maggioranze - Verbalizzazione.

16.1 Il Consiglio di Amministrazione è validamente costituito con la presenza della maggioranza degli amministratori in carica e le sue deliberazioni sono assunte con il voto favorevole della maggioranza assoluta degli amministratori presenti alla delibera. In caso di parità di voti dovrà prevalere il voto esercitato dal presidente della seduta e la proposta dal medesimo votata si intenderà approvata. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

16.2 Le riunioni del Consiglio di Amministrazione sono presiedute dal Presidente nominato ai sensi del precedente Articolo 14 ovvero, in caso di sua assenza o impossibilità, dal Vice Presidente (ove nominato ai sensi del precedente Articolo 14) o dall'amministratore di volta in volta designato a tal fine dal Consiglio di Amministrazione stesso a maggioranza dei presenti. Ove ritenuto opportuno, il Consiglio di Amministrazione può nominare altresì un segretario anche estraneo al Consiglio. L'assistenza del segretario non è mai necessaria quando il verbale è redatto da un notaio.

16.3 È ammessa la possibilità che le adunanze del Consiglio di Amministrazione si tengano per videoconferenza o teleconferenza, a condizione che:

(i) sia consentito al presidente della seduta di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

(ii) sia consentito ai partecipanti di seguire la discussione e intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati.

Verificandosi tali presupposti, il Consiglio di Amministrazione si considera tenuto nel luogo in cui si trova il presidente della seduta e dove pure deve trovarsi il segretario della stessa (ove nominato), onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

16.4 Alle riunioni del Consiglio di Amministrazione potranno assistere anche soggetti estranei al Consiglio i quali non avranno alcun diritto di intervento o di voto.

16.5 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione e del Comitato Esecutivo, ove nominato, dovranno risultare da verbali che, trascritti, rispettivamente, nel libro delle adunanze e delle deliberazioni del consiglio di amministrazione o nel libro delle adunanze e deliberazioni del comitato esecutivo, vengono firmati dal presidente e dal segretario della riunione (ove nominato). Nei casi previsti dalla legge o quando il presidente della riunione del Consiglio di Amministrazione o almeno 2 (due) consiglieri lo ritengano opportuno, il verbale è redatto da notaio.

Art. 17. Competenza e poteri dell'organo amministrativo.

17.1 La gestione della Società, con i più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, spetta esclusivamente all'organo amministrativo, sia esso il Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico, il quale compie le operazioni necessarie od opportune per l'attuazione dell'oggetto sociale, esclusi soltanto gli atti che la legge riserva all'assemblea.

17.2 Ai sensi e per gli effetti dell'articolo 2365, secondo comma, cod. civ., sono inoltre attribuite all'organo amministrativo le seguenti competenze:

- (i) le deliberazioni concernenti la fusione nei casi previsti dagli articoli 2505 e 2505-bis cod. civ.;
- (ii) l'istituzione e la soppressione di sedi secondarie;
- (iii) la riduzione del capitale in caso di recesso del socio;
- (iv) gli adeguamenti dello statuto a disposizioni normative;
- (v) il trasferimento della sede sociale nel territorio nazionale.

17.3 L'attribuzione all'organo amministrativo della competenza a deliberare su materie che per legge spettano all'assemblea straordinaria ai sensi del precedente paragrafo 17.2 non fa venire meno la competenza concorrente dell'assemblea straordinaria, che mantiene pertanto il potere di deliberare in materia.

Art. 18. Organi delegati.

18.1 Il Consiglio di Amministrazione può delegare, nei limiti previsti all'articolo 2381 cod. civ., proprie attribuzioni a uno o più dei suoi componenti, ovvero ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, determinando il contenuto, i limiti e le eventuali modalità per l'esercizio della delega ed eventualmente redigendo un regolamento per

il funzionamento del comitato esecutivo, nonché determinando eventuali compensi. La carica di Presidente del Consiglio di Amministrazione (o di Vice Presidente, ove nominato) e di Amministratore Delegato sono cumulabili.

18.2 L'organo amministrativo può conferire mandati per singoli atti o categorie di atti a singoli amministratori e può decidere in merito alla nomina di institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i relativi poteri.

18.3 Qualora non vi abbia già provveduto l'assemblea dei soci, l'organo amministrativo può nominare direttori generali, anche in relazione a particolari settori di attività della Società.

Art. 19. Rappresentanza della Società.

19.1 La rappresentanza legale della Società di fronte a terzi e in giudizio e la firma sociale spettano:

- all'Amministratore Unico, in generale e senza limitazioni;
- al Presidente del Consiglio di Amministrazione e, ove nominato e in caso di impedimento del Presidente, al Vice Presidente, in generale e senza limitazioni;
- a ciascuno degli Amministratori Delegati nei limiti dei poteri agli stessi delegati, nonché ai singoli amministratori a cui siano stati conferiti mandati per singoli atti o categorie di atti, nei limiti del mandato conferito;
- ai direttori generali e agli altri uffici della Società che hanno rilevanza esterna, nei limiti dei poteri ad essi conferiti;
- ai procuratori speciali, che possono essere nominati, per singoli atti o categorie di atti, da tutti i soggetti sopra indicati nel presente paragrafo 19.1, ciascuno nell'ambito dei propri poteri.

19.2 Il soggetto che abbia la rappresentanza della Società in giudizio ha la facoltà di promuovere azioni o resistervi davanti a qualsiasi autorità giudiziaria e amministrativa o in sede arbitrale, compresa la Corte di Cassazione e la Corte Costituzionale, in qualsiasi sede e grado di giurisdizione, anche sopranazionale o internazionale e pure per giudizi di revocazione e di cassazione, nonché di nominare all'uopo avvocati e consulenti.

Art. 20. Compenso degli amministratori.

20.1 Gli amministratori hanno diritto al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni.

20.2 L'assemblea dei soci potrà inoltre riconoscere agli amministratori delle indennità e dei compensi, periodici o a carattere straordinario, da corrisondersi in misura fissi o variabile, i quali potranno essere rappresentati, in tutto o in parte, anche da partecipazione agli utili ovvero dall'attribuzione del diritto di sottoscrivere, a prezzi predeterminati, azioni di futura emissione.

20.3 Nel caso di società amministrata da un Consiglio di Amministrazione, il Consiglio di Amministrazione medesimo, sentito il parere del Collegio Sindacale, può stabilire la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche.

20.4 L'assemblea può determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

20.5 L'assemblea potrà deliberare l'accantonamento di quote annue ad un apposito fondo di trattamento fine mandato per gli amministratori.

Titolo V. Collegio sindacale e revisore contabile

Art. 21. Collegio sindacale.

21.1 L'assemblea dei soci, a norma di legge, nomina il Collegio Sindacale, costituito da 3 (tre) sindaci effettivi e 2 (due) sindaci supplenti, ne nomina il presidente e determina per tutta la durata dell'incarico la retribuzione dei sindaci.

21.2 Senza alcun pregiudizio per quanto previsto al successivo paragrafo 22.3, il Collegio Sindacale vigila sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione e in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla Società e sul suo concreto funzionamento.

21.3 È ammessa la possibilità che le adunanze del Collegio Sindacale si tengano per videoconferenza o teleconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito di seguire la discussione e intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati. Verificandosi tali presupposti, la riunione del Collegio Sindacale si considera tenuta nel luogo in cui si trova il presidente della riunione.

Art. 22. Revisore contabile.

22.1 Il controllo contabile sulla Società è esercitato da un revisore contabile o da una società di revisione iscritti nel registro istituito presso il Ministero della Giustizia, nominati e funzionanti a norma di legge.

22.2 Il revisore o la società di revisione incaricati del controllo contabile, anche mediante scambi di informazioni con il Collegio Sindacale:

- (i) verifica, nel corso dell'esercizio sociale e con periodicità almeno trimestrale, la regolare tenuta della contabilità sociale e la corretta rilevazione nelle scritture contabili dei fatti di gestione;
- (ii) verifica se il bilancio di esercizio e, ove redatto, il bilancio consolidato corrispondono alle risultanze delle scritture contabili e degli accertamenti eseguiti e se sono conformi alle norme che li disciplinano;
- (iii) esprime con apposita relazione un giudizio sul bilancio di esercizio e sul bilancio consolidato, ove redatto.

22.3 Qualora la Società non faccia ricorso al mercato del capitale di rischio e non sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato, l'assemblea dei soci può deliberare che il controllo contabile di cui al presente Articolo 22 sia esercitato dal Collegio Sindacale.

Titolo VI. Esercizio sociali - Bilancio e utili

Art. 23. Esercizio sociale - Bilancio.

23.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 27 (ventisette) dicembre di ogni anno.

23.2 Alla fine di ogni esercizio l'organo amministrativo provvede, in conformità alle disposizioni di legge, alla formazione del bilancio sociale e lo sottopone all'approvazione dell'assemblea.

Art. 24. Utili - Acconti sui dividendi.

24.1 L'utile netto risultante dal bilancio, detratto il 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale fino a quando essa abbia raggiunto un quinto del capitale sociale, sarà distribuito ai soci, salvo che l'assemblea deliberi speciali prelevamenti a favore di riserve straordinarie o per altre destinazioni oppure disponga di rinviarlo in tutto o in parte ai successivi esercizi.

24.2 La Società potrà distribuire acconti sui dividendi nel corso dell'esercizio sociale, nei casi e con le modalità previste dalla legge.

Titolo VII. Scioglimento e liquidazione della società

Art. 25. Scioglimento e liquidazione.

25.1 La Società si scioglie per le cause previste dalla legge.

25.2 Addivenendosi in qualunque tempo e per qualsiasi causa allo scioglimento della Società, l'assemblea straordinaria nominerà uno o più liquidatori determinandone i poteri e i compensi e determinerà le modalità della liquidazione ai sensi di legge.

Titolo VIII. Varie

Art. 26. Rinvio. Per tutto quanto non è espressamente contemplato nel presente statuto, si fa riferimento alle disposizioni del codice civile e di legge in materia di volta in volta in vigore."

Seventh resolution

The sole shareholder resolves that, upon completion of the transfer of the registered office to Italy, the accounting control ("controllo contabile") of the Company will be exercised by the Statutory Auditors ("Collegio Sindacale") of the Company in accordance with article 22.3 of the revised by-laws.

Eighth resolution

The sole shareholder resolves to grant power severally to Messrs Maurizio Maffeis and Lorenzo Salieri to represent the Company in front of all the administrative and tax authorities in Italy following the transfer of the registered office and the change of nationality above-mentioned and for the registration of the Company in Italy.

Suspensive condition

The first, second, third, fifth, sixth and seventh resolutions are taken under the suspensive condition of the registration of the Company in Italy.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing person known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le quinze avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

"Viridis S.p.A.", une société de droit italien, ayant son siège social à c/o Studio Maffeis Vanzetta, Via Montenapoleone n.21, 20121 Milan, Italie, inscrite à la chambre de commerce de Milan sous le numéro 05505780964,

Ici représentée par Monsieur Sigurdur GUDMANNSSON, maître en droit, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 avril 2008 à Milan (Italie).

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant est l'associé unique de la société "Global Garden Products B, S.à r.l.", une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de

et à Luxembourg, section B sous le numéro B 96.424, constituée suivant acte notarié en date du 15 octobre 2003, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations en date du 14 novembre 2003, numéro 1196. Les statuts ont été modifiés suivant acte notarié en date du 27 décembre 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations en date du 11 avril 2008, numéro 901 (ci-après "la Société").

La partie comparante, agissant en sa qualité indiquée ci-dessus et représentant l'intégralité du capital, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société de Luxembourg en Italie, de transformer la société en société par actions (*società per azioni*) et de faire adopter par la Société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité, cette transformation et ce transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969.

L'associé unique constate que les comptes annuels de la Société au 27 décembre 2007 ont été approuvés par l'associé unique de la Société en date du 27 mars 2008.

L'associé unique constate également que cette résolution a été prise en conformité avec l'article 199 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales et que les droits d'apport ont été régulièrement payés au Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de fixer le siège social de la société à Via Montenapoleone 21, 20121, Milan (Italie).

Troisième résolution

L'associé unique décide de conférer tous pouvoirs généralement quelconques à Monsieur Alexandre Gobert, maître en droit, ou Monsieur Sigurdur Gudmannsson, maître en droit, ou Madame Alexandra Pizzo, maître en droit, à l'effet d'exécuter toutes les obligations légales de la société restant à être effectuées à Luxembourg et de parvenir à la radiation de l'inscription de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sur base d'un certificat d'inscription requis à Milan (Italie) et des actes y afférents et de faire toutes démarches, réquisitions, déclarations et délégations y relatives.

Quatrième résolution

L'associé unique accepte la démission du gérant unique M. Massimo Longoni et lui accorde pleine et entière décharge pour l'accomplissement de son mandat mais ceci seulement avec effet au jour de la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Cinquième résolution

L'associé unique décide de nommer, pour une durée de trois (3) ans, un administrateur unique et un collège de commissaires composé de trois (3) membres, tous ayant la nationalité italienne et inscrits au Registre des "Revisori contabili". Les honoraires des commissaires sont établis d'après les tarifs professionnels des Dottori Commercialisti.

Monsieur Maurizio Maffei sera administrateur unique de la société.

Le collège des commissaires se compose comme suit:

- Monsieur Giovanni Martinelli (Président);
- Monsieur Antonio Daffra; et
- Monsieur Ernesto Serraglia.

Les commissaires suppléants (*sindaci supplenti*) seront:

- Monsieur Paolo Balconi; et
- Monsieur Adriano Pietrobon.

Sixième résolution

Afin de refléter tous les changements intervenus ci-avant, l'associé unique décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société nouvellement dénommée "Viridis B S.p.A." pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

"STATUTO DELLA SOCIETÀ

"Viridis B S.p.A."

Titolo I. Denominazione - Oggetto - Sede - Durata

Art. 1. Denominazione. È costituita una società per azioni denominata:

"Viridis B S.p.A."

Art. 2. Oggetto della Società. La Società ha per oggetto:

- l'acquisto, la vendita, la progettazione e la realizzazione di attrezzi, macchine e apparecchiature motorizzate e di motori, l'applicazione dei medesimi ad altre apparecchiature per tutti gli usi possibili in campo tecnico, agricolo, industriale e hobbistico, e ciò tanto in proprio quanto in commissione o in rappresentanza;

- l'attività di assunzione (ivi incluse la sottoscrizione, la vendita o l'acquisto), sia direttamente sia indirettamente, di partecipazioni e interessenze in altre società, imprese o altre entità, nonché l'acquisto di aziende o rami d'azienda, anche con sede o collocati all'estero, aventi il medesimo oggetto sociale ovvero oggetto affine, analogo o comunque connesso al proprio nonché in società controllanti dette società, nonché in via non limitativa, la prestazione a tali società di assistenza, coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario e servizi diversi nell'ambito di questo oggetto sociale, il tutto non nei confronti del pubblico.

Qualora siano ritenute necessarie o utili al fine del conseguimento dell'oggetto sociale, la Società potrà compiere ogni altra attività commerciale, industriale, finanziaria, mobiliare e immobiliare, contrarre e concedere mutui e/o altre forme di finanziamento e, qualora ciò sia strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale, concedere le opportune garanzie mobiliari ed immobiliari, reali o personali, comprese fidejussioni, a garanzia di obbligazioni proprie ovvero di società od imprese che siano comunque appartenenti o riferibili al gruppo di cui la Società è parte nonché a favore di terzi, anche non soci.

È espressamente esclusa dall'attività sociale la raccolta del risparmio tra il pubblico, nonché lo svolgimento nei confronti del pubblico di ogni altra attività di cui all'art. 106 del D.Lgs. n. 385 del 1 settembre 1993 e successive sue modifiche ed integrazioni. È altresì esclusa, in maniera tassativa, qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal D.Lgs. n. 58 del 24 febbraio 1998 e successive sue modifiche ed integrazioni.

Art. 3. Sede - Domicilio.

3.1 La Società ha sede in Milano.

3.2 Potranno essere istituite, modificate e/o soppresse, nei modi di legge, sia in Italia sia all'estero, sedi secondarie, filiali, succursali, agenzie, magazzini, uffici e altre unità locali comunque denominate con delibera dell'organo amministrativo. L'organo amministrativo ha altresì la facoltà di trasferire la sede in qualsiasi indirizzo collocato nello stesso Comune indicato nel precedente paragrafo 3.1 del presente statuto.

3.3 Il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore o della società di revisione, per quanto concerne i rapporti con la Società, è quello risultante dai libri sociali.

Art. 4. Durata.

4.1 La durata della Società è fissata sino al 30 giugno 2050.

4.2 La durata della Società potrà essere prorogata o la Società potrà essere anticipatamente sciolta con deliberazione dell'assemblea straordinaria dei soci, adottata con le maggioranze di legge.

Titolo II. Capitale - Azioni e strumenti finanziari - Finanziamenti dei soci - Recesso

Art. 5. Capitale sociale - Patrimoni destinati - Obbligazioni.

5.1 Il capitale sociale è di Euro 18.805.050,00 (diciottomilionioctocinquemilacinquanta/00) ed è diviso in numero 18.805.050 (diciottomilionioctocinquemilacinquanta) azioni del valore nominale di Euro 1 (uno) ciascuna.

5.2 Il capitale sociale può essere aumentato anche mediante conferimenti in natura.

5.3 I versamenti sulle azioni non interamente liberate all'atto della sottoscrizione sono richiesti dall'organo amministrativo in una o più volte nei termini e nei modi che il medesimo organo amministrativo reputerà più convenienti, fermo restando gli obblighi di integrale versamento sulle azioni sottoscritte nei casi previsti dalla legge.

5.4 La Società può costituire patrimoni separati destinati ad uno specifico affare, nei limiti e con le modalità previste dalla legge.

5.5 La Società potrà emettere obbligazioni, anche convertibili in azioni, nei limiti e con le modalità previste dalla legge. La competenza ad emettere obbligazioni, anche non convertibili, spetterà in ogni caso all'assemblea dei soci.

Art. 6. Azioni e strumenti finanziari.

6.1 Le azioni sono nominative e sono rappresentate da certificati azionari. Le azioni sono indivisibili.

6.2 La qualità di socio costituisce, di per sé sola, adesione al presente statuto.

6.3 Le azioni conferiscono ai relativi titolari uguali diritti. Ciascuna azione dà diritto ad un voto. Possono essere tuttavia create categorie di azioni aventi diritti diversi, nei limiti e con le modalità previste dalla legge. Il trasferimento delle azioni ha effetto di fronte alla società dal momento dell'iscrizione nel Libro Soci. Le azioni della Società sono liberamente trasferibili per atto tra vivi. L'iscrizione del trasferimento nel Libro Soci può avere luogo su richiesta dell'alienante o dell'acquirente, verso esibizione del titolo da cui risulti il trasferimento e della documentazione comprovante l'avvenuto deposito del titolo stesso presso il competente Registro delle Imprese.

6.4 Possono essere emessi strumenti finanziari nei limiti e con le modalità previste dalla legge.

6.5 L'assemblea straordinaria può deliberare l'assegnazione di utili ai prestatori di lavoro dipendenti dalla Società o di società controllate mediante l'emissione, per un ammontare corrispondente agli utili stessi, di speciali categorie di azioni da assegnare individualmente ai prestatori di lavoro, con norme particolari con riguardo alla forma, al modo di trasferimento ed ai diritti spettanti agli azionisti. Il capitale sociale deve essere aumentato in misura corrispondente. L'assemblea straordinaria può altresì deliberare l'assegnazione ai prestatori di lavoro dipendenti della Società o di società controllate di strumenti finanziari diversi dalle azioni forniti di diritti patrimoniali o anche di diritti amministrativi, escluso il diritto di

voto nell'assemblea generale degli azionisti. In tal caso possono essere previste norme particolari riguardo alle condizioni di esercizio dei diritti attribuiti, alla possibilità di trasferimento ed alle eventuali cause di decadenza o riscatto.

Art. 7. Finanziamenti dei soci.

7.1 I finanziamenti dei soci con diritto a restituzione della somma versata, sia fruttiferi sia infruttiferi di interessi, possono essere effettuati a favore della Società, anche non in proporzione alle azioni possedute dai soci nella Società, nel rispetto delle norme di volta in volta in vigore e sempre che ricorrano i requisiti che non fanno considerare detti finanziamenti attività di raccolta del risparmio tra il pubblico ai sensi della normativa in materia bancaria e creditizia.

7.2 I versamenti dei soci a fondo perduto, in conto capitale o in conto futuro aumento di capitale sono, in ogni caso, infruttiferi di interessi.

Art. 8. Recesso.

8.1 I soci hanno diritto di recedere dalla Società esclusivamente nei casi inderogabilmente previsti dalla legge. Non compete il diritto di recesso ai soci che non hanno concorso all'approvazione delle deliberazioni riguardanti:

- (i) la proroga del termine della Società;
- (ii) l'introduzione, la modifica o la rimozione di vincoli alla circolazione dei titoli azionari.

8.2 Dell'avvenuto esercizio del diritto di recesso deve essere fatta annotazione nel libro dei soci.

8.3 Il valore e le modalità di rimborso delle azioni per le quali il recesso è stato esercitato sono determinati ai sensi di legge.

Titolo III. Assemblea

Art. 9. Convocazione - Assemblea totalitaria.

9.1 L'assemblea, regolarmente costituita, rappresenta tutti i soci e le sue deliberazioni, prese in conformità alla legge e al presente statuto, vincolano tutti i soci, ancorché non intervenuti o dissenzienti. Essa è ordinaria e straordinaria ai sensi di legge. L'assemblea può esser di prima o di seconda convocazione.

9.2 Le assemblee, sia ordinarie sia straordinarie, possono essere convocate nel comune in cui è posta la sede legale o altrove, purché in Italia o in un altro Stato facente parte dell'Unione Europea alla data dell'assemblea. In tutti i casi in cui sia tenuta alla presenza di un notaio italiano, l'assemblea dovrà svolgersi in Italia.

9.3 L'assemblea è convocata, in sede ordinaria o straordinaria, dall'organo amministrativo o su richiesta congiunta di almeno due membri del Consiglio di Amministrazione o da singoli componenti dell'organo di controllo, in tutti i casi in cui i medesimi lo ritengano opportuno e nei casi previsti dalla legge.

9.4 Ai sensi e per gli effetti dell'articolo 2364, ultimo comma, cod. civ., l'assemblea ordinaria deve essere convocata almeno una volta l'anno entro il termine di 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure entro il termine di 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale qualora la Società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato ovvero quando lo richiedono particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto della Società. In questi casi gli amministratori segnalano nella relazione prevista dall'articolo 2428 cod. civ. le ragioni della dilazione.

9.5 In deroga alle modalità di convocazione di cui all'articolo 2366, comma 2, cod. civ. (e fermo restando la possibilità di avvalersi di tali modalità di convocazione), l'assemblea viene convocata mediante avviso comunicato ai soci nonché ai membri dell'organo amministrativo e ai sindaci effettivi con mezzi idonei a garantire la prova dell'avvenuto ricevimento (ivi inclusi, in via esemplificativa, la lettera raccomandata con avviso di ricevimento, il telegramma, il telefax e la posta elettronica) almeno 8 (otto) giorni prima della data fissata per l'assemblea. A tal fine si utilizzeranno il domicilio, il numero di telefax e l'indirizzo di posta elettronica che saranno indicati nei libri sociali o comunque inoltrati per iscritto alla Società dai destinatari dell'avviso di convocazione.

9.6 L'avviso di convocazione deve indicare il luogo in cui si svolge l'assemblea, il giorno e l'ora dell'assemblea in prima convocazione ed, eventualmente, in seconda convocazione, l'elenco delle materie da trattare nonché le altre menzioni eventualmente richieste dalla legge.

9.7 Anche in assenza di formale convocazione ai sensi di quanto precede, l'assemblea si considera validamente costituita e quando è rappresentato, anche per delega, l'intero capitale sociale e partecipa all'assemblea la maggioranza dei componenti dell'organo amministrativo e la maggioranza dei componenti dell'organo di controllo; in tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

Art. 10. Partecipazione all'assemblea - Deleghe di voto.

10.1 Per il diritto di intervento all'assemblea e la facoltà di farsi rappresentare si applica il disposto degli articoli 2370 e 2372 cod. civ. nonché delle altre leggi in materia. Per partecipare all'assemblea non è necessario il preventivo deposito delle azioni.

10.2 Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolarità delle singole deleghe e, in genere, il diritto di intervento in assemblea.

Art. 11. Presidente e segretario dell'assemblea - Svolgimento dell'assemblea mediante mezzi di telecomunicazione - Verbalizzazione.

11.1 L'assemblea è presieduta dalla persona, anche estranea alla compagine sociale o all'organo amministrativo o di controllo, di volta in volta designata dalla maggioranza dei soci intervenuti.

11.2 L'assemblea, a maggioranza dei soci intervenuti, nomina un segretario, anche estraneo alla compagine sociale o all'organo amministrativo o di controllo. L'assistenza del segretario non è necessaria allorché il verbale dell'assemblea sia redatto da un notaio. Il presidente dell'assemblea, se lo ritiene opportuno, può nominare uno o più scrutatori anche non soci.

11.3 L'assemblea, sia ordinaria sia straordinaria, può svolgersi anche con l'ausilio di mezzi di telecomunicazione. In tal caso, è necessario che:

(i) sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati delle votazioni;

(ii) sia consentito al soggetto che effettua la verbalizzazione di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

(iii) sia consentito agli intervenuti di partecipare in tempo reale alla discussione degli argomenti trattati e alla votazione simultanea sugli argomenti posti all'ordine del giorno;

(iv) siano presenti nello stesso luogo il presidente e il segretario dell'assemblea che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del relativo verbale.

Verificandosi tali presupposti, l'assemblea si considera tenuta nel luogo in cui si trova il presidente della stessa e dove pure deve trovarsi il segretario, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

11.4 Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale redatto a norma di legge e sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio. Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; il verbale deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni relative all'ordine del giorno. I verbali dell'assemblea devono essere trascritti nel libro delle adunanze e delle deliberazioni delle assemblee, anche se redatti per atto pubblico.

Nei casi previsti dalla legge o quando il presidente dell'assemblea o almeno 2 (due) consiglieri lo ritengano opportuno, il verbale è redatto dal notaio.

Art. 12. Quorum e maggioranze in assemblea. Per la costituzione e la validità delle deliberazioni dell'assemblea dei soci, sia in sede ordinaria sia in sede straordinaria, si applicano le maggioranze richieste dal codice civile.

Titolo IV. Organo amministrativo - Rappresentanza sociale - Compenso degli amministratori**Art. 13. Composizione, nomina, cessazione e sostituzione dell'organo amministrativo.**

13.1 La Società è amministrata, in base a delibera da parte dell'assemblea ordinaria dei soci, alternativamente:

(i) da un Amministratore Unico; oppure

(ii) da un Consiglio di Amministrazione composto da un numero minimo di 2 (due) membri fino ad un numero massimo di 7 (sette) membri, secondo quanto stabilito dall'assemblea ordinaria dei soci. Possono essere eletti quali amministratori della Società anche non soci. Nel presente statuto il termine "organo amministrativo" indica, a seconda dei casi, l'Amministratore Unico ovvero il Consiglio di Amministrazione.

13.3 Gli amministratori durano in carica per il periodo stabilito all'atto della nomina, che, in ogni caso, non potrà essere superiore a 3 (tre) esercizi sociali. Gli amministratori scadono dalla carica alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica. Gli amministratori scaduti sono rieleggibili.

13.3 Nel caso di nomina di un Consiglio di Amministrazione, qualora nel corso dell'esercizio venissero a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con deliberazione approvata dal Collegio Sindacale, purché la maggioranza degli amministratori in carica sia sempre costituita da amministratori nominati dall'assemblea. Gli amministratori in tal modo nominati restano in carica fino alla successiva assemblea. Se viene meno la maggioranza degli amministratori nominati dall'assemblea, quelli rimasti in carica devono convocare senza indugio l'assemblea affinché provveda alla sostituzione degli amministratori mancanti. Salvo diversa disposizione dell'assemblea, gli amministratori nominati ai sensi di quanto precede scadono insieme con quelli in carica all'atto della loro nomina.

Art. 14. Presidente del Consiglio di Amministrazione. Il Consiglio di Amministrazione elegge fra i suoi componenti il Presidente, ove non vi abbia già provveduto l'assemblea dei soci, e può eleggere un Vice Presidente.

Art. 15. Convocazione del Consiglio di Amministrazione.

15.1 Il Consiglio di Amministrazione si raduna nel luogo indicato nell'avviso di convocazione, presso il Comune in cui si trova la sede sociale della Società o anche al di fuori di tale Comune purché in Italia o in un altro Stato facente parte dell'Unione Europea alla data della seduta, tutte le volte che il Presidente del Consiglio di Amministrazione, il Vice Presidente (se nominato), oppure un consigliere di amministrazione lo ritengano necessario od opportuno. Il Consiglio di Amministrazione deve essere altresì convocato quando ne è fatta richiesta scritta, indicando l'ordine del giorno, da parte

di almeno 2 (due) sindaci effettivi. Qualora sia tenuta alla presenza di un notaio italiano, la seduta del Consiglio di Amministrazione dovrà svolgersi in Italia.

15.2 Le riunioni del Consiglio di Amministrazione vengono convocate dai soggetti di cui al precedente paragrafo 15.1. con avviso trasmesso a ciascun amministratore in carica nonché ai sindaci effettivi almeno 3 (tre) giorni prima dell'adunanza, mediante lettera raccomandata o con qualsiasi altro mezzo che garantisca la tempestiva informazione sugli argomenti da trattare e la prova dell'avvenuto ricevimento (ivi inclusi, a titolo esemplificativo, il telefax o la posta elettronica). Nei casi di urgenza è sufficiente un preavviso di almeno 24 (ventiquattro) ore. L'avviso di convocazione deve indicare il giorno, l'ora e il luogo della riunione nonché l'elenco delle materie da trattare.

15.3 Anche in mancanza di formale convocazione ai sensi di quanto sopra, il Consiglio di Amministrazione si reputa validamente costituito qualora partecipino alla riunione tutti gli amministratori in carica e tutti i sindaci effettivi, fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

Art. 16. Svolgimento delle riunioni del Consiglio di Amministrazione - Quorum e maggioranze - Verbalizzazione.

16.1 Il Consiglio di Amministrazione è validamente costituito con la presenza della maggioranza degli amministratori in carica e le sue deliberazioni sono assunte con il voto favorevole della maggioranza assoluta degli amministratori presenti alla delibera. In caso di parità di voti dovrà prevalere il voto esercitato dal presidente della seduta e la proposta dal medesimo votata si intenderà approvata. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

16.2 Le riunioni del Consiglio di Amministrazione sono presiedute dal Presidente nominato ai sensi del precedente Articolo 14 ovvero, in caso di sua assenza o impossibilità, dal Vice Presidente (ove nominato ai sensi del precedente Articolo 14) o dall'amministratore di volta in volta designato a tal fine dal Consiglio di Amministrazione stesso a maggioranza dei presenti. Ove ritenuto opportuno, il Consiglio di Amministrazione può nominare altresì un segretario anche estraneo al Consiglio. L'assistenza del segretario non è mai necessaria quando il verbale è redatto da un notaio.

16.3 È ammessa la possibilità che le adunanze del Consiglio di Amministrazione si tengano per videoconferenza o teleconferenza, a condizione che:

(i) sia consentito al presidente della seduta di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

(ii) sia consentito ai partecipanti di seguire la discussione e intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati.

Verificandosi tali presupposti, il Consiglio di Amministrazione si considera tenuto nel luogo in cui si trova il presidente della seduta e dove pure deve trovarsi il segretario della stessa (ove nominato), onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

16.4 Alle riunioni del Consiglio di Amministrazione potranno assistere anche soggetti estranei al Consiglio i quali non avranno alcun diritto di intervento o di voto.

16.5 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione e del Comitato Esecutivo, ove nominato, dovranno risultare da verbali che, trascritti, rispettivamente, nel libro delle adunanze e delle deliberazioni del consiglio di amministrazione o nel libro delle adunanze e deliberazioni del comitato esecutivo, vengono firmati dal presidente e dal segretario della riunione (ove nominato). Nei casi previsti dalla legge o quando il presidente della riunione del Consiglio di Amministrazione o almeno 2 (due) consiglieri lo ritengano opportuno, il verbale è redatto da notaio.

Art. 17. Competenza e poteri dell'organo amministrativo.

17.1 La gestione della Società, con i più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, spetta esclusivamente all'organo amministrativo, sia esso il Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico, il quale compie le operazioni necessarie od opportune per l'attuazione dell'oggetto sociale, esclusi soltanto gli atti che la legge riserva all'assemblea.

17.2 Ai sensi e per gli effetti dell'articolo 2365, secondo comma, cod. civ., sono inoltre attribuite all'organo amministrativo le seguenti competenze:

(i) le deliberazioni concernenti la fusione nei casi previsti dagli articoli 2505 e 2505-bis cod. civ.;

(ii) l'istituzione e la soppressione di sedi secondarie;

(iii) la riduzione del capitale in caso di recesso del socio;

(iv) gli adeguamenti dello statuto a disposizioni normative;

(v) il trasferimento della sede sociale nel territorio nazionale.

17.3 L'attribuzione all'organo amministrativo della competenza a deliberare su materie che per legge spettano all'assemblea straordinaria ai sensi del precedente paragrafo 17.2 non fa venire meno la competenza concorrente dell'assemblea straordinaria, che mantiene pertanto il potere di deliberare in materia.

Art. 18. Organi delegati.

18.1 Il Consiglio di Amministrazione può delegare, nei limiti previsti all'articolo 2381 cod. civ., proprie attribuzioni a uno o più dei suoi componenti, ovvero ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, determinando il contenuto, i limiti e le eventuali modalità per l'esercizio della delega ed eventualmente redigendo un regolamento per

il funzionamento del comitato esecutivo, nonché determinando eventuali compensi. La carica di Presidente del Consiglio di Amministrazione (o di Vice Presidente, ove nominato) e di Amministratore Delegato sono cumulabili.

18.2 L'organo amministrativo può conferire mandati per singoli atti o categorie di atti a singoli amministratori e può decidere in merito alla nomina di institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i relativi poteri.

18.3 Qualora non vi abbia già provveduto l'assemblea dei soci, l'organo amministrativo può nominare direttori generali, anche in relazione a particolari settori di attività della Società.

Art. 19. Rappresentanza della Società.

19.1 La rappresentanza legale della Società di fronte a terzi e in giudizio e la firma sociale spettano:

- all'Amministratore Unico, in generale e senza limitazioni;
- al Presidente del Consiglio di Amministrazione e, ove nominato e in caso di impedimento del Presidente, al Vice Presidente, in generale e senza limitazioni;
- a ciascuno degli Amministratori Delegati nei limiti dei poteri agli stessi delegati, nonché ai singoli amministratori a cui siano stati conferiti mandati per singoli atti o categorie di atti, nei limiti del mandato conferito;
- ai direttori generali e agli altri uffici della Società che hanno rilevanza esterna, nei limiti dei poteri ad essi conferiti;
- ai procuratori speciali, che possono essere nominati, per singoli atti o categorie di atti, da tutti i soggetti sopra indicati nel presente paragrafo 19.1, ciascuno nell'ambito dei propri poteri.

19.2 Il soggetto che abbia la rappresentanza della Società in giudizio ha la facoltà di promuovere azioni o resistervi davanti a qualsiasi autorità giudiziaria e amministrativa o in sede arbitrale, compresa la Corte di Cassazione e la Corte Costituzionale, in qualsiasi sede e grado di giurisdizione, anche sopranazionale o internazionale e pure per giudizi di revocazione e di cassazione, nonché di nominare all'uopo avvocati e consulenti.

Art. 20. Compenso degli amministratori.

20.1 Gli amministratori hanno diritto al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni.

20.2 L'assemblea dei soci potrà inoltre riconoscere agli amministratori delle indennità e dei compensi, periodici o a carattere straordinario, da corrispondersi in misura fissi o variabile, i quali potranno essere rappresentati, in tutto o in parte, anche da partecipazione agli utili ovvero dall'attribuzione del diritto di sottoscrivere, a prezzi predeterminati, azioni di futura emissione.

20.3 Nel caso di società amministrata da un Consiglio di Amministrazione, il Consiglio di Amministrazione medesimo, sentito il parere del Collegio Sindacale, può stabilire la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche.

20.4 L'assemblea può determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

20.5 L'assemblea potrà deliberare l'accantonamento di quote annue ad un apposito fondo di trattamento fine mandato per gli amministratori.

Titolo V. Collegio sindacale e revisore contabile

Art. 21. Collegio sindacale.

21.1 L'assemblea dei soci, a norma di legge, nomina il Collegio Sindacale, costituito da 3 (tre) sindaci effettivi e 2 (due) sindaci supplenti, ne nomina il presidente e determina per tutta la durata dell'incarico la retribuzione dei sindaci.

21.2 Senza alcun pregiudizio per quanto previsto al successivo paragrafo 22.3, il Collegio Sindacale vigila sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione e in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla Società e sul suo concreto funzionamento.

21.3 È ammessa la possibilità che le adunanze del Collegio Sindacale si tengano per videoconferenza o teleconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito di seguire la discussione e intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati. Verificandosi tali presupposti, la riunione del Collegio Sindacale si considera tenuta nel luogo in cui si trova il presidente della riunione.

Art. 22. Revisore contabile.

22.1 Il controllo contabile sulla Società è esercitato da un revisore contabile o da una società di revisione iscritti nel registro istituito presso il Ministero della Giustizia, nominati e funzionanti a norma di legge.

22.2 Il revisore o la società di revisione incaricati del controllo contabile, anche mediante scambi di informazioni con il Collegio Sindacale:

- (i) verifica, nel corso dell'esercizio sociale e con periodicità almeno trimestrale, la regolare tenuta della contabilità sociale e la corretta rilevazione nelle scritture contabili dei fatti di gestione;
- (ii) verifica se il bilancio di esercizio e, ove redatto, il bilancio consolidato corrispondono alle risultanze delle scritture contabili e degli accertamenti eseguiti e se sono conformi alle norme che li disciplinano;
- (iii) esprime con apposita relazione un giudizio sul bilancio di esercizio e sul bilancio consolidato, ove redatto.

22.3 Qualora la Società non faccia ricorso al mercato del capitale di rischio e non sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato, l'assemblea dei soci può deliberare che il controllo contabile di cui al presente Articolo 22 sia esercitato dal Collegio Sindacale.

Titolo VI. Esercizio sociali - Bilancio e utili

Art. 23. Esercizio sociale - Bilancio.

23.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 27 (ventisette) dicembre di ogni anno.

23.2 Alla fine di ogni esercizio l'organo amministrativo provvede, in conformità alle disposizioni di legge, alla formazione del bilancio sociale e lo sottopone all'approvazione dell'assemblea.

Art. 24. Utili - Acconti sui dividendi.

24.1 L'utile netto risultante dal bilancio, detratto il 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale fino a quando essa abbia raggiunto un quinto del capitale sociale, sarà distribuito ai soci, salvo che l'assemblea deliberi speciali prelievi a favore di riserve straordinarie o per altre destinazioni oppure disponga di rinviarlo in tutto o in parte ai successivi esercizi.

24.2 La Società potrà distribuire acconti sui dividendi nel corso dell'esercizio sociale, nei casi e con le modalità previste dalla legge.

Titolo VII. Scioglimento e liquidazione della società

Art. 25. Scioglimento e liquidazione.

25.1 La Società si scioglie per le cause previste dalla legge.

25.2 Addivenendosi in qualunque tempo e per qualsiasi causa allo scioglimento della Società, l'assemblea straordinaria nominerà uno o più liquidatori determinandone i poteri e i compensi e determinerà le modalità della liquidazione ai sensi di legge.

Titolo VIII. Varie

Art. 26. Rinvio. Per tutto quanto non è espressamente contemplato nel presente statuto, si fa riferimento alle disposizioni del codice civile e di legge in materia di volta in volta in vigore.

Septième résolution

L'associé unique décide que, lors de l'accomplissement du transfert du siège social en Italie, la comptabilité ("controllo contabile") de la société sera exercé par les réviseurs statutaires ("Collegio Sindacale") de la société, conformément à l'article 22.3 des statuts modifiés.

Huitième résolution

L'associé unique décide de conférer tous pouvoirs à M. Maurizio Maffei et M. Lorenzo Salieri pour représenter la Société devant toutes les instances administratives et fiscales en Italie à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité comme dit ci-avant et en vue de l'inscription de la Société en Italie.

Condition suspensive

Les première, deuxième, troisième, cinquième, sixième, et septième résolutions sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société en Italie.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. GUDMANSSON, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 avril 2008. Relation: EAC/2008/5402. - Reçu douze Euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 22 avril 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008123816/239/777.

(080143643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Valinvest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 36.322.

Le bilan au 31/12/2001 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/09/08.

Signature.

Référence de publication: 2008123750/1595/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2008, réf. LSO-CU03596. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

E24 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6479 Echternach, 25, rue Grégoire Schouppe.

R.C.S. Luxembourg B 129.937.

Im Jahre zweitausendundacht, den neunten September.

Vor uns Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft niederländischen Rechts Aphex Holding B.V., H.R. Den Haag Nr. 27307601, mit Sitz in NL-2729 MC Zoetermeer, 153, Waarderstraat, Niederlande,

hier rechtmässig vertreten durch ihren einzigen Direktor Herrn Boris Alexander Samuel van ABS, wohnhaft in NL-2729 MC Zoetermeer, 153, Waarderstraat, Niederlande.

Welche Komparentin den amtierenden Notar ersuchte folgendes zu beurkunden:

- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung E24 S.à r.l. (die "Gesellschaft"), mit Sitz in L-6479 Echternach, 25, rue Grégoire Schouppe, H.G.R. Luxemburg Sektion B Nummer 129.937, gegründet wurde gemäss Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 28. Juni 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1881 vom 4. September 2007;

- Dass die Komparentin erklärt die einzige Gesellschafterin der vorgenannten Gesellschaft zu sein und dass sie den amtierenden Notar ersucht den von ihr gefassten Beschluss wie folgt zu dokumentieren:

Beschluss

Die Gesellschafterin beschliesst Artikel 4 der Satzung abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist der Vertrieb von Hard- und Software, Netzwerk- und Kommunikationstechnik einschließlich aller damit verbundenen Dienstleistungen (Beratung, Planung, Marketing, Schulung und Wartung sowie sämtliche damit zusammenhängenden ~ und dem Gesellschaftszweck folgenden Geschäfte) und Import und Export von jeglichen Computer-Componenten.

Zweck der Gesellschaft ist ausserdem der Handel mit allen metall- und nicht metallischen Waren im In- und Ausland.

Die Gesellschaft ist des weiteren ermächtigt alle Arten von industriellen, kommerziellen, finanziellen, oder Immobilien-Transaktionen im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland zu tätigen, welche direkt oder indirekt, ganz oder teilweise mit dem Gesellschaftszweck verbunden werden können und der Entwicklung der Gesellschaft forderlich sind."

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr sechshundert Euro abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, hat dieser mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: van ABS;- J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 septembre 2008, Relation GRE/2008/3711. — Reçu douze euros 12 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 26. September 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2008124166/231/42.

(080144584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Kauri Capital Stapel Centre, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 750.700,00.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 119.754.

—
EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 17 septembre 2008 a renouvelé les mandats des gérants.

- Riccardo MORALDI, laurea in Economia aziendale, demeurant professionnellement au 38/40, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg.

- Michele CANEPA, laurea in giurisprudenza, demeurant professionnellement au 38/40, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'approbation des comptes au 31 décembre 2008.

Luxembourg, le 17 septembre 2008.

Pour KAURI CAPITAL STAPEL CENTRE, Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2008124069/833/20.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2008, réf. LSO-CU07140. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Carey S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 122.743.

In the year two thousand and eight, on the nineteenth of September.

Before us Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand-Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the corporation CAREY S.A. having its registered office in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, registered at the register of commerce and companies of Luxembourg, under the number B 122.743 (NIN 2006 2234 904),

incorporated by deed established by the notary Paul DECKER, residing in Luxembourg, on December 8th, 2006, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Number 195 on February 16th, 2007 and which articles of incorporation have been amended as follows:

- by deed of the same notary Paul DECKER on January 16th, 2007, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 906 on May 18th, 2007,

- by deed of the undersigned notary on May 9th, 2008, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 1388 on June 5th, 2008.

The corporate capital is set at five hundred thousand Euro (€ 500.000.-), divided into four hundred thousand (400.000) shares with a par value of one Euro twenty-five Cents (€ 1,25) each.

The meeting is presided by Mr. Jean LAMBERT, master in economics, professionally residing in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert,

who appoints as secretary Mrs. Céline IAMMATTEO, private employee, professionally residing in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

The meeting elects as scrutineer Mrs. Catherine PEUTEMAN, private employee, professionally residing in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I.- The agenda of the meeting is the following:

Amendment of article 3 of the articles of incorporation to give it the following reading:

Art. 3. Object. The object of the company is to perform the activities of professional of the financial sector according to the law of 5 April 1993 on the Financial Sector, as amended, and in such capacity to act as:

- corporate domiciliation agent («domiciliataire de sociétés»),
- professional providing company formation and management services («professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés»),
- registrar agent («agent teneur de registre»)
- client communication agent («agent de communication à la clientèle»)
- financial sector administrative agent («agent administratif du secteur financier»)

The company may invest and take up participations whether by way of purchase, subscription, contribution or otherwise in any company already in existence or to be formed.

The company may generally carry out any commercial, industrial, financial, movable or immovable transaction directly or indirectly associated with the above objects and purposes or likely to facilitate the development or extension of the objects of the Company.

II. There has been established an attendance list, showing the shareholders present and represented and the number of their shares, which, after being signed by the shareholders or their proxies and by the Bureau of meetings, will be registered with this deed together with the proxies "ne varietur" by the proxy holders and the notary.

III. It appears from the attendance list, that all the shares are present or represented at the meeting, the meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed by the meeting.

IV. After deliberation, the following resolution was unanimously taken:

Unique resolution

The meeting decides to amend article 3 of the articles of incorporation to give it the following reading:

Art. 3. Object. The object of the company is to perform the activities of professional of the financial sector according to the law of 5 April 1993 on the Financial Sector, as amended, and in such capacity to act as:

- corporate domiciliation agent («domiciliataire de sociétés»),
- professional providing company formation and management services («professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés»),
- registrar agent («agent teneur de registre»)
- client communication agent («agent de communication à la clientèle»)
- financial sector administrative agent («agent administratif du secteur financier»)

The company may invest and take up participations whether by way of purchase, subscription, contribution or otherwise in any company already in existence or to be formed.

The company may generally carry out any commercial, industrial, financial, movable or immovable transaction directly or indirectly associated with the above objects and purposes or likely to facilitate the development or extension of the objects of the Company.

As nothing remains on the agenda, the president hereby calls the meeting closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by names, Christian names, civil status and residences the said persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-neuf septembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CAREY S.A., ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 122.743 (NIN 2006 2234 904),

constituée suivant acte reçu par le notaire Paul DECKER, de résidence à Luxembourg, en date du 8 décembre 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 195 du 16 février 2007, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par ledit notaire Paul DECKER en date du 16 janvier 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 906 du 18 mai 2007,

- suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 9 mai 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1388 du 5 juin 2008.

Le capital social est fixé à cinq cent mille Euros (€ 500.000.-), représenté par quatre cent mille (400.000) actions d'une valeur nominale de un Euro vingt-cinq Cents (€ 1,25) chacune.

La séance est présidée par Monsieur Jean LAMBERT, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert,

qui désigne comme secrétaire Madame Céline IAMMATTEO, employée privée, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert,

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Catherine PEUTEMAN, employé privé, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

Le bureau étant ainsi constitué Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

Modification de l'article 3 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 3. Objet. La Société a pour objet d'exercer les activités de professionnel du secteur financier dans le cadre de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle qu'elle a été modifiée, en qualité:

- de domiciliataire de sociétés,
- de professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés,
- d'agent teneur de registre,
- d'agent de communication à la clientèle, et,
- d'agent administratif du secteur financier.

La société peut procéder à tout investissement et prise de participation par voie d'acquisition, de souscription, d'apport, ou de toute autre manière dans toute société existante ou à créer.

D'une manière générale, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou pouvant en faciliter ou développer la réalisation.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les membres du bureau et ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale décide de modifier l'article 3 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 3. Objet. La Société a pour objet d'exercer les activités de professionnel du secteur financier dans le cadre de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle qu'elle a été modifiée, en qualité:

- de domiciliataire de sociétés,
- de professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés,
- d'agent teneur de registre,
- d'agent de communication à la clientèle, et,
- d'agent administratif du secteur financier.

La société peut procéder à tout investissement et prise de participation par voie d'acquisition, de souscription, d'apport, ou de toute autre manière dans toute société existante ou à créer.

D'une manière générale, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou pouvant en faciliter ou développer la réalisation.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparantes, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Sur demande des mêmes comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: J. LAMBERT, C. IAMMATTEO, C. PEUTEMAN, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 22 septembre 2008. Relation: ECH/2008/1261. — Reçu douze euros 12,00.- €.

Le Receveur (signé): MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 25 septembre 2008.

Henri BECK.

Référence de publication: 2008123906/201/142.

(080143893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

LBREP II Europe S.à r.l., SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 106.232.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions des associés prises en date du 31 juillet 2008 que:

- Monsieur John McCarthy, né le 6 septembre 1961 à New York (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 25 Bank Street, Londres E14 5LE (Royaume Uni), a démissionné de ses fonctions de Gérant de catégorie B de la Société avec effet au 31 juillet 2008;

- Monsieur Robert Shaw, né le 5 octobre 1966 à New York (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 399 Park Avenue, New York, NY 10022, (Etats-Unis d'Amérique), a démissionné de ses fonctions de Gérant de catégorie B de la Société avec effet au 31 juillet 2008;

- le nombre de gérants dans la Société a été diminué de 5 à 4;

- Monsieur Michael Tsoulies, né le 10 avril 1961 au Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 25 Bank Street, Londres E14 5LE (Royaume Uni) a été nommé pour une durée indéterminée Gérant de catégorie B de la Société avec effet au 31 juillet 2008.

Il résulte des résolutions des associés prises en date du 29 août 2008 que:

- Monsieur Benoit Bauduin, né le 31 mars 1976 à Messancy (Belgique), avec adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a démissionné de ses fonctions de Gérant de catégorie A de la Société avec effet au 29 août 2008,

- le nombre de gérants dans la Société a été diminué de 5 à 4.

Depuis le 29 août 2008, le Conseil de Gérance est composé comme suit:

Gérant de catégorie A:

- Monsieur Michael Denny, né le 1^{er} novembre 1977 à Kilkenny (Irlande), ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Rodolpho Amboss, né le 10 mai 1963 à Cachoeiro de Itapemirim, E.S. (Brésil), ayant son adresse professionnelle au 399 Park Avenue, New York, NY 10022, (Etats-Unis d'Amérique).

- Monsieur Michael Tsoulies, prénommé

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2008.

Pour extrait conforme

LBREP II Europe S.à r.l., SICAR

Signature

Référence de publication: 2008124087/8223/40.

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2008, réf. LSO-CU05642. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Borletti Group High S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 136.522.

—
In the year two thousand eight on the twenty-ninth of August.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Mrs Sonja Bemtgen, licenciée en criminologie, residing professionally in Luxembourg,

acting in her capacity as a special proxy-holder of BORLETTI GROUP HIGH MANAGEMENT S.à R.L., with registered office at L-1331 Luxembourg, 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, being the General Partner of the Partnership limited by shares (société en commandite par actions) BORLETTI GROUP HIGH S.C.A., R.C.S. Luxembourg section B number 136.522, having its registered office in L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grand-Duchesse Charlotte, incorporated by deed enacted on the 7th of February 2008, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et

Associations number 736 of 26th of March 2008, by virtue of the authority conferred on her by decisions of the General Partner, taken at its meetings of the July 28th and August 8th 2008;

an extract of the minutes of the said meetings, signed "ne varietur" by the appearing person and the attesting notary public, shall remain attached to the present deed with which it shall be formalised.

The said appearing person, acting in her said capacity, has requested the attesting notary public to record her declarations and statements which follow:

I.- That the subscribed share capital of the prenamed BORLETTI GROUP HIGH S.C.A., amounts currently to EUR 31.000,- (thirty-one thousand Euros), consisting of no Class A shares and 3.100 (three thousand and hundred) Class B shares with a par value of EUR 10,- (ten Euros) each, all fully paid up.

II.- That on terms of article 5 of the articles of incorporation, the authorized capital has been fixed at EUR 80.000.000,- (eighty Million Euros) consisting of both Class A and Class B shares with a par value of EUR 10,- (ten Euros) each and the General Partner has been authorized until February 7th, 2013 to increase the capital of the corporation, without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe, article 5 of the articles of incorporation then being modified so as to reflect the result of such increase of capital.

III.- That the General Partner, in its meetings of July 28th and August 8th, 2008 and in accordance with the authorities conferred on it by the terms of article 5 of the articles of incorporation, has realized an increase of capital by the amount of respectively EUR 140.000,- (hundred forty thousand Euros) and EUR 3.500,- (three thousand five hundred Euros) so as to raise the subscribed capital from its present amount of EUR 31.000,- (thirty-one thousand Euros) to EUR 174.500,- (hundred seventy-four thousand five hundred Euros), by the creation and issue of respectively 14.000 (fourteen thousand) and 350 (three hundred fifty) new A shares with a par value of EUR 10,- (ten Euros) each, to subscribe and pay up entirely in cash.

IV.- That still pursuant to the powers conferred to the General Partner, on terms of Article 5 of the Articles of Incorporation, the General Partner has cancelled the preferential right of the then existing shareholders to subscribe and has allowed to the subscription of the total new A shares by the subscribers detailed on the list here-annexed.

V.- That the 14.350 (fourteen thousand three hundred fifty) new A shares have been entirely subscribed and fully paid up by contributions in cash in a banking account of the company BORLETTI GROUP HIGH S.C.A., by the subscribers, so that the global amount of EUR 143.500,- (hundred forty-three thousand five hundred Euros) has been at the free disposal of the said company, as was certified to the attesting notary public by presentation of the supporting documents for subscriptions and payments.

VI.- That following the realization of this authorized increase of the share capital, article 5.1 of the articles of incorporation has therefore been modified and reads as follows:

"The subscribed share capital (the "Subscribed Capital") of the Partnership is set at EUR 174.500,- (hundred seventy-four thousand five hundred Euros) consisting of 14.350 (fourteen thousand three hundred fifty) Class A shares and 3.100 (three thousand one hundred) Class B shares, of a par value of EUR 10,- (ten Euros), respectively entitled to the rights mentioned under 5.3 below."

Expenses

The expenses, encumbant on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately two thousand eight hundred Euros.

Prevailing language

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille huit, le vingt-neuf août.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

Madame Sonja Bemtgen, licenciée en criminologie, demeurant professionnellement à Luxembourg, (ci-après "le mandataire"),

agissant en sa qualité de mandataire spécial de BORLETTI GROUP HIGH MANAGEMENT S.à R.L., ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 31 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, étant l'Associé Commandité de la Société en commandite par actions BORLETTI GROUP HIGH S.C.A., R.C.S. Luxembourg section B numéro 136.522, ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, constituée suivant acte reçu le 7 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 736 du 26 mars 2008, en vertu d'un pouvoir conféré par décisions de l'Associé Commandité, prises en ses réunions des 28 juillet et 8 août 2008;

un extrait des procès-verbaux des dites réunions, après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que le capital social de BORLETTI GROUP HIGH S.C.A., prédésignée, s'élève actuellement à EUR 31.000,- (trente et un mille Euros) consistant en aucune action A et 3.100 (trois mille cent) action B d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, entièrement libérées.

II.- Qu'aux termes de l'article 5 des statuts, le capital autorisé de la société a été fixé à EUR 80.000.000,- (quatre-vingts millions d'Euros) consistant en actions A et B de EUR 10,- (dix Euros) chacune, et l'Associé Commandité a été autorisé à décider, ce jusqu'à la date du 7 février 2013, de procéder à la réalisation de cette augmentation de capital, sans réserver pour les actionnaires existants un droit préférentiel de souscription, l'article 5 des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.

III.- Que l'Associé Commandité, en ses réunion des 28 juillet et 8 août 2008 et en conformité des pouvoirs à lui conférés aux termes de l'article 5 des statuts, a réalisé une augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé à concurrence respectivement de EUR 140.000,- (cent quarante mille Euros) et EUR 3.500,- (trois mille cinq cents Euros), en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de EUR 31.000,- (trente et un mille Euros) à EUR 174.500,- (cent soixante-quatorze mille cinq cents Euros), par la création et l'émission respectivement de 14.000 (quatorze mille) et 350 (trois cent cinquante) nouvelles actions A d'une valeur nominale de EUR 10,-(dix Euro) à souscrire et à libérer intégralement en numéraire.

IV.- Que l'Associé Commandité, autorisé par les dispositions de l'article 5 des statuts, après avoir supprimé l'exercice du droit préférentiel de souscription des actionnaires existants, a accepté la souscription de la totalité des nouvelles actions A par les souscripteurs apparaissant sur la liste en annexe.

V.- Que les 14.350 (quatorze mille trois cent cinquante) nouvelles actions A ont été souscrites par les souscripteurs prédésignés et libérées intégralement en numéraire par versements à un compte bancaire au nom de la société BORLETTI GROUP HIGH S.C.A., prédésignée, de sorte que la somme de EUR 143.500,- (cent quarante-trois mille cinq cents Euros) a été mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives des souscription et libération.

VI.- Que suite à la réalisation de cette augmentation dans les limites du capital autorisé, l'article 5.1 des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

"Le capital souscrit (ci-après "le capital souscrit") de la S.C.A. est fixé à EUR 174.500,- (cent soixante-quatorze mille cinq cents Euros) consistant en 14.350 (quatorze mille trois cent cinquante) actions A et 3.100 (trois mille cent) actions B d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, ayant respectivement les droits mentionnés au point 5.3 ci-dessous."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille huit cents Euros.

Version prépondérante

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. BEMTGEN, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 septembre 2008, Relation: LAC/2008/35748. - Reçu: sept cent dix-sept euros cinquante cents à 0,5 %: 717,50.- €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008123809/211/122.

(080144240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Vitale Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 32.153.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 25 mars 2008 que:

Les mandats des administrateurs et du Commissaire aux comptes arrivant à échéance, l'Assemblée générale décide de ne pas les renouveler.

Elle nomme comme nouveaux administrateurs de la Société:

- Monsieur Matteo SOLDATI, administrateur de sociétés, demeurant à CH-6901 Lugano, 2, Vicolo Nassetta
- Monsieur Charles DURO, Avocat à la Cour, demeurant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle,
- Madame Marianne GOEBEL, Avocat à la Cour, demeurant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle,

Elle nomme comme nouveau Commissaires aux comptes:

- la société Fiduciaire Grand-Ducale, établie et ayant son siège social à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

La durée de leur mandat est fixée à 1 (un) an et prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes de l'année 2009.

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'administration tenu en date du 23 juillet 2008 que:

- le siège social de la société a été transféré à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008124089/317/29.

Enregistré à Luxembourg, le 19 août 2008, réf. LSO-CT08577. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Kauri Capital 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 119.752.

—
EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 17 septembre 2008, a renouvelé le mandat de ses gérants:

- Laurent HEILIGER, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg,
- Manuel HACK, maître ès sciences économiques, demeurant professionnellement au 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'approbation des comptes au 31 décembre 2008.

Luxembourg, le 17 septembre 2008.

Pour KAURI CAPITAL 2, Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2008124075/833/20.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2008, réf. LSO-CU07148. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

**Miss Grande Région, "Miss Gross Region", "Southend Model Awards", "Mister Grande Région", "Mister Gross Region", Association sans but lucratif,
(anc. Miss Grande Région).**

Siège social: L-4431 Belvaux, 72, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg F 7.542.

—
Änderung der Satzung der "Miss Grande-Région asbl" vom 26. September 2008

Der Verwaltungsrat beschliesst die Änderung der Satzung wie folgt:

Art. 1. Der Verein trägt die Bezeichnung „Miss Grande Region" association sans but lucratif. Er soll zusätzlich die Bezeichnungen „Miss Gross Region", „Southend Model Awards", „Mister Grande Région" und „Mister Gross Region" tragen. Der Sitz des Vereins wird nach 72, rue des Champs, L-4431 Belvaux verlegt.

Art. 15. Der Verein wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der für eine Dauer von 5 Jahren gewählt wird. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei und aus höchstens sieben Mitgliedern. Er wählt einen Präsidenten, einen Sekretär und einen Kassenwart aus seinen Mitgliedern.

Art. 16. Der Verwaltungsrat wird von seinem Präsidenten oder Sekretär einberufen und ist bei Anwesenheit von mindestens zwei Dritteln seiner Mitglieder beschlussfähig. Für Entscheidungen des Verwaltungsrates genügt die einfache Mehrheit. Bei gleicher Stimmenanzahl ist die Stimme des Präsidenten entscheidend.

Art. 18. Der Verwaltungsrat repräsentiert den Verein in allen Angelegenheiten.

Mitglieder des Verwaltungsrates sind alleine zeichnungsberechtigt für Aufträge und Bestellungen bis zu einem Betrag von € 150,00, der Kassenwart des Vereins ist alleine zeichnungsberechtigt bis zu einem Betrag von € 500,00. Andere vertragliche Verpflichtungen können nur durch gemeinsame Unterschrift des Präsidenten und eines weiteren Mitglied des Verwaltungsrates nach vorheriger Genehmigung des Verwaltungsrates eingegangen werden.

Belvaux, den 26. September 2008.

Référence de publication: 2008124088/8764/28.

Enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2008, réf. LSO-CU09140. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Yum ! Restaurants International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 400.203.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 96.429.

—
Il résulte de la décision de l'associé unique tenue en date du 28 août 2008 de la société YUM! Restaurants International S.à r.l. que l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination du nouveau Gérant A pour une durée indéterminée à compter du 28 août 2008:

Monsieur Patrick van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas ayant son adresse professionnelle à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en qualité de Gérant A de la société.

2. Démission du Gérant A suivant en date du 28 août 2008:

Madame Pamela Valasuo, née le 26 mai 1975 à Borgå, Finlande ayant son adresse professionnelle à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en qualité de Gérant A de la société.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour YUM! Restaurants International S.à r.l.

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A.

Fondé de pouvoir

Signatures

Référence de publication: 2008124079/683/23.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08129. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Kauri Capital Britannia Centre, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.538.325,00.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 119.756.

—
EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 17 septembre 2008 a renouvelé les mandats des gérants.

- Riccardo MORALDI, laurea in Economia aziendale, demeurant professionnellement au 38/40, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

- Michele CANEPA, laurea in giurisprudenza, demeurant professionnellement au 38/40, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg

Leurs mandats prendront fin lors de l'approbation des comptes au 31 décembre 2007.

Luxembourg, le 17 septembre 2008.

Pour KAURI CAPITAL BRITANNIA CENTRE, Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2008124067/833/20.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2008, réf. LSO-CU07135. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Dayton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 127.406.

Conformément à l'article 51bis de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, la Société informe par la présente de la nomination des personnes suivantes en tant que représentants permanents des son/ses administrateur(s):

Mr Doeke van der Molen, résidant professionnellement au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653, Luxembourg, a été nommé en date du 1^{er} août 2008 en tant que représentant permanent de Luxembourg Corporation Company S.A. avec effet immédiat, son mandat prenant fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en 2012.

Luxembourg, le 18 Septembre 2008.

Luxembourg Corporation Company SA

Administrateur Unique

Par Doeke van der Molen

Représentant Permanent

Référence de publication: 2008124134/710/19.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2008, réf. LSO-CU07484. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

MH Germany Property XIX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 128.292.

Extrait du procès-verbal des résolutions de l'associé unique prises en date du 16 juillet 2008

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Graeme Stubbs en tant que Gérant A de la Société avec effet au 16 juillet 2008;

- D'accepter la démission de:

* Madame Laurence Quévy en tant que Gérant B de la Société avec effet au 16 juillet 2008;

- De nommer:

* Madame Laurence Quévy, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L - 2346 Luxembourg, en tant que nouveau Gérant A de la Société avec effet au 16 juillet 2008 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

118413

Luxembourg, le 30 juillet 2008.
Laurence Quévy / Patricia Schon
Gérante A / Gérante B

Référence de publication: 2008123478/9168/23.

Enregistré à Luxembourg, le 26 août 2008, réf. LSO-CT11714. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

MH Germany Property 25 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 134.189.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions de l'associé unique prises en date du 16 juillet 2008

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Graeme Stubbs en tant que Gérant A de la Société avec effet au 16 juillet 2008;

- D'accepter la démission de:

* Madame Laurence Quévy en tant que Gérant B de la Société avec effet au 16 juillet 2008;

- De nommer:

* Madame Laurence Quévy, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L - 2346 Luxembourg, en tant que nouveau Gérant A de la Société avec effet au 16 juillet 2008 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2008.
Laurence Quévy / Patricia Schon
Gérante A / Gérante B

Référence de publication: 2008123486/9168/23.

Enregistré à Luxembourg, le 26 août 2008, réf. LSO-CT11683. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Skyfield Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 55.137.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008123736/4175/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2008, réf. LSO-CU04389. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Russian Car Loans No. 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 119.037.

—
Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue au siège de la Société le 7 novembre 2007, que:

les administrateurs ont décidé de nommer Monsieur Robert Jan Schol en tant que président du conseil d'administration de la Société, à compter du 7 novembre 2007 pour la durée de son mandat d'administrateur, lequel viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012.

Luxembourg, le 18 septembre 2008.
Pou extrait sincère et conforme
TMF Management Luxembourg S.A.
Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2008124147/805/19.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 2008, réf. LSO-CU07686. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080143964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Rosedo, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 132.772.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008123742/4175/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2008, réf. LSO-CU04369. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Navas Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 129.669.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123743/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 2008, réf. LSO-CU07773. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

City Gate Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 107.540.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008123737/4175/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2008, réf. LSO-CU04410. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Esthetident S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6871 Wecker, 2, Op Huefdreich.
R.C.S. Luxembourg B 133.597.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008123744/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 2008, réf. LSO-CU07776. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080144166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Follow Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 89.190.

L'an deux mille huit, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "FOLLOW INVESTMENT S.A.", R.C.S. Luxembourg N° B 89.190, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 septembre 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1606 du 8 novembre 2002.

La séance est ouverte à seize heures sous la présidence de Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Raymond THILL, maître en droit, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sylvie DUPONT, employée privée, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trente-deux (32) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente-deux mille euros (EUR 32.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Dissolution de la société et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateur, pour la durée de la liquidation, la société LISOLUX S.A.R.L., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, qui aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée à seize heures quinze.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Zianveni, R. Thill, S. Dupont et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg AC, le 29 août 2008, LAC/2008/35398. — Reçu douze euros Eur 12.-.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME délivrée à la demande de la prédiète société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

118416

Luxembourg, le 25 septembre 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008124217/5770/50.

(080144482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Die-Wert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8087 Bertrange, 16, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 125.756.

Im Jahre zweitausendacht, den dritten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

SIND ERSCIENEN:

1) Herr Dimitry SMOLENSKIY, Kaufmann, geboren in Sankt Petersburg, (Russland), am 6. Oktober 1975, wohnhaft in 480051 Almaty, Samal-1, House 25, App. 1, (Kazakhstan).

2) Frau Anastassiya DIVERT, Marketingfachfrau, geboren in Turgen Village, Provinz Alma-Atinskaya, (Kazakhstan), am 20. November 1975, wohnhaft in 480051 Almaty, Samal-1, House 25, App. 1, (Kazakhstan).

Welche Kompargenten dem amtierenden Notar erklären die einzigen Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Die-Wert S.à r.l.", mit Sitz in L-2430 Luxemburg, 26, rue Michel Rodange, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 125.756, (die "Gesellschaft"), gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 22. Februar 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1043 vom 2. Juni 2007, zu sein,

und dass sie den amtierenden Notar ersuchen, den von ihnen in außerordentlicher Generalversammlung gefassten Beschluss zu dokumentieren wie folgt:

Einzigter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Sitz der Gesellschaft von Luxemburg nach L-8087 Bartringen, 16, rue du Pont, zu verlegen und dementsprechend den ersten Satz von Artikel 5 der Satzungen abzuändern wie folgt:

" **Art. 5. (erster Satz).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Bartringen, (Großherzogtum Luxemburg)."

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr sechshundertfünfzig Euro abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Kompargenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben zusammen mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: SMOLENSKIY; DIVERT;- J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 septembre 2008, Relation GRE/2008/3674. - Reçu douze euros 12 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 26. September 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2008124172/231/38.

(080144823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2008.

Longbow Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 121.756.

Monsieur Roy WILLIAMS nous a fait part de son changement d'adresse à Monaco, Flat B61 Roc Fleuri, 1, rue de Tenao.

Luxembourg, le 22 septembre 2008.

Richard Brekelmans.

Référence de publication: 2008124989/751/11.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 2008, réf. LSO-CU07802. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080145157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2008.
